

# Bilan de dix ans du programme de Revitalisation urbaine intégrée du quartier Hochelaga



## **Illustration de la concertation**

Réalisée par Maxime Boucher avec la collaboration de Éric Tessier

Janvier 2024

ISBN 978-2-9816798-7-1



9 782981 679871

**Titre**  
Bilan de dix ans du programme de Revitalisation  
urbaine intégrée du quartier Hochelaga

**Auteur**  
Maxime Boucher

**Éditeur**  
La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve  
4241, rue Adam, Montréal (Québec) H1V 1T1  
www.ltqhm.org

**Image de couverture**  
Maxime Boucher et Éric Tessier

**Dépôt légal**  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Montréal, 2024

**Format**  
PDF

**Date de publication**  
Février 2024

**ISBN**  
978-2-9816798-7-1

Ce bilan est réalisé par  
Maxime Boucher, PhD

Avec la collaboration du comité de coordination (CoCo) de la RUI Hochelaga, composé en date  
du 1er janvier 2024 par les membres suivants :

1. **Estela Escalona**, Conseillère en développement communautaire, arrondissement MHM
2. **Jonathan Alarie**, Directeur général par intérim, LTQHM
3. **Julie Lavallée-Ansay**, Directrice générale adjointe, SDC Hochelaga-Maisonneuve
4. **Karima Bessai**, Coordinatrice RUI Hochelaga, LTQHM
5. **Marie-Lise Bergeron**, Membre citoyenne
6. **Martin St-Georges**, Organisateur communautaire, CIUSSS de l'Est de L'île de Montréal
7. **Maxime Boucher**, Phd, Membre observateur



La RUI constitue un programme initié par la Ville de Montréal dans le but de pallier les enjeux de dévitalisation sociale par l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers aux prises avec une pauvreté plus grande et plus concentrée. Il s'agit d'une stratégie d'intervention qui se distingue des stratégies sectorielles de développement urbain, économique et social, par les objectifs qu'elle poursuit et l'approche concertée et participative qu'elle privilégie.

## **Avant-Propos**

L'auteur du bilan a accompagné la démarche de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) du quartier Hochelaga dans le cadre de sa thèse de doctorat en études urbaines à l'Institut national de la recherche scientifique - Urbanisation culture société (INRS-UCS).

À partir de l'automne 2014 Maxime Boucher se joint, en tant qu'observateur, au Comité de coordination (CoCo) et au Comité local de revitalisation (CLR) pour documenter le processus de concertation des partenaires de la démarche, les prises de décision menant à la réalisation des projets et leurs retombées pour la communauté, ainsi que les positions, les intérêts et les arguments mobilisés et défendus par les partenaires. C'est en mars 2021 qu'il défend devant un jury sa thèse de doctorat intitulée « Les épreuves performatives de la concertation de quartier : le cas de la Revitalisation urbaine intégrée du quartier Hochelaga ».

En tant qu'observateur fidèle de la démarche de revitalisation entre 2014 et 2023, Maxime Boucher s'est impliqué de plusieurs façons pour mieux comprendre la complexité du processus : en observant les exercices participatifs menant à la réalisation du Lien vert, en participant aux réunions du CoCo et du CLR, en analysant les conflits et les prises de parole musclées entre les partenaires ainsi qu'en réalisant des entretiens approfondis avec plusieurs d'entre elles et eux.

Ce bilan est l'aboutissement du travail concerté des acteurs de la communauté du quartier Hochelaga qui ont participé à sa transformation au cours des dix dernières années. Il s'appuie sur leur précieuse contribution, notamment celle des membres du CoCo et des partenaires du CLR. Il en résulte à la fois un effet structurant sur le plan de la transformation du paysage urbain, mais aussi sur le plan des forces vives du milieu, d'un point de vue collaboratif, mais aussi au niveau de la mobilisation, de l'éducation populaire, de la concertation et de la prise de conscience des besoins et des enjeux que connaît le quartier. C'est ce que l'auteur présente dans les pages suivantes.

Bonne lecture!

## Remerciements

La rédaction du bilan n'aurait pas été possible sans la précieuse collaboration des partenaires de la RUI Hochelaga, particulièrement les membres du CoCo et du CLR qui ont participé au processus de rédaction qui s'est échelonné de mai 2023 à 2023. Leur lecture attentive et rigoureuse, leurs commentaires et propositions judicieuses, les rencontres et les discussions entourant l'objectif et les visées du bilan de dix ans de la RUI Hochelaga font de celui-ci un outil précieux pour la communauté du quartier. Il agit ainsi à titre d'outil pour accompagner de futures réflexions en matière de revitalisation urbaine et fait office de mémoire collective. Il oeuvre pour ne pas jeter dans l'ombre un ensemble de réalisations tant matérielles que sociales, les réussites et enjeux soulevés par la démarche de revitalisation urbaine, sans oublier les perspectives, les visions du monde et les critiques.

Je profite de ce bilan pour remercier chaleureusement l'ensemble des contributions qui sont en tout point significatives pour réfléchir la transformation des milieux de vie en demeurant attentifs et attentives, voire critiques, vis-à-vis les effets que des démarches comme celle de la RUI Hochelaga peuvent provoquer, qu'ils soient positifs ou délétères pour les personnes qui vivent et font le territoire. Ce bilan est donc l'occasion de rappeler toute l'importance de « revitaliser sans chasser » et c'est, à mon avis, le fil conducteur et l'équilibre fragile qui a été maintenu tout au long de la démarche de RUI dans le secteur sud-ouest du quartier Hochelaga. Pour cela, je tiens à remercier l'ensemble des forces vives du quartier qui ont su maintenir cet équilibre et s'en faire les gardiens et les gardiennes.

Je tiens enfin à remercier tout spécialement l'équipe de coordination de la démarche de la RUI Hochelaga, incluant Michel Roy et Nicolas Bernier pour leur engagement, leurs convictions et leur désir profond d'apporter une contribution significative pour l'amélioration des conditions de vie des personnes qui habitent et font le quartier Hochelaga-Maisonnette.

## Résumé

La Revitalisation urbaine intégrée (RUI) constitue un programme initié par la Ville de Montréal dans le but de pallier les enjeux de dévitalisation sociale par l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers aux prises avec une pauvreté plus grande et plus concentrée.

Ce bilan s'appuie sur l'importante littérature produite au fil des années par la coordination de la RUI Hochelaga, appuyée par son fiduciaire La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve (LT-QHM). Ce bilan regroupe par ailleurs les travaux publiés par des équipes de recherche mobilisées autour de l'étude de la transformation du paysage du quartier Hochelaga-Maisonneuve, sans oublier les écrits publiés dans les médias et les journaux locaux.

Ce bilan de dix années d'activités de la démarche de revitalisation du secteur sud-ouest du quartier Hochelaga présente l'historique de la démarche, ses principales contributions en matière de transformations sociales et de son paysage urbain ainsi que le dynamisme de sa concertation. Ce bilan expose également les grandes lignes des enjeux que cette démarche de revitalisation a soulevés sur le plan des positions défendues, des opinions privilégiées par les partenaires, de leurs propres contributions durant tout le processus (depuis 2012 jusqu'à maintenant) sans oublier les écueils rencontrés en cours de route.

Au final, ce bilan permet d'établir plusieurs constats, de soulever quelques critiques et d'ouvrir la réflexion sur des débats pour l'avenir des programmes de revitalisation, à la fois à l'échelle montréalaise et à l'échelle du quartier Hochelaga. Ce bilan de dix ans de la RUI Hochelaga constitue par ailleurs un argumentaire essentiel visant à démontrer toute la pertinence et l'étendue des actions structurantes mises en place ces dix dernières années. Il s'agit, enfin, de montrer comment la mobilisation des différents partenaires, la conjugaison des financements et la vision concertée ont permis de pérenniser des actions structurantes pour le développement social local et à la transformation du paysage urbain du secteur sud-ouest du quartier Hochelaga.

## Table des matières

<b>Avant-Propos</b> .....	<b>2</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>3</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>4</b>
<b>Liste des tableaux et des figures</b> .....	<b>7</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>8</b>
<b>Première partie</b> .....	<b>9</b>
1. Les stratégies de Revitalisation urbaine intégrée .....	9
2. L’historique et le déploiement du programme de RUI de la Ville de Montréal .....	10
3. Mise en contexte : le quartier Hochelaga-Maisonneuve et le secteur sud-ouest .....	11
4. Les préambules de la revitalisation du secteur sud-ouest.....	14
<b>Deuxième partie</b> .....	<b>19</b>
1. La RUI Hochelaga entre 2012 et 2023 .....	19
3. La RUI Hochelaga et sa gouvernance .....	20
4. Les balises et les financements.....	21
5. Les projets phares .....	22
6. Mise sur pause des activités de la RUI Hochelaga .....	44
7. Les contributions des partenaires .....	44
8. Le rayonnement et les représentations .....	46
9. Des tensions fécondes .....	46
10. Instabilité et nouveaux programmes .....	47
<b>Troisième partie</b> .....	<b>50</b>
Constats .....	50
1. Le déploiement et le renforcement du réseau .....	51
2. La captation de ressources et les financements.....	52
3. Les impacts (in)tangibles de la RUI Hochelaga.....	53
4. La démocratie locale .....	54

5. L'inclusion urbaine et la revitalisation .....	55
Pistes de réflexion .....	55
<b>Conclusion.....</b>	<b>62</b>
<b>Références complètes .....</b>	<b>64</b>

## Liste des tableaux et des figures

Figure 1 - Cartographie de la zone d'intervention de la RUI Hochelaga .....	15
Tableau 1 - Orientations et objectifs du Plan de revitalisation urbaine intégrée Hochelaga.....	17
Figure 2 - Ligne du temps de la RUI Hochelaga .....	19
Figure 3 - Organigramme LTQHM - RUI Hochelaga.....	21
Figure 4 - Réaménagement du Lien vert.....	24
Figure 5 - Le Lien vert : un projet participatif .....	25
Figure 6 - « Le Lien vert, portrait d'une réappropriation citoyenne » .....	26
Figure 7 - Affiche d'invitation aux activités de consultation du printemps 2015 .....	28
Figure 8 - La Brigade verte .....	30
Figure 9 - Activité au Square Dézéry .....	31
Figure 10 - Activité au Square Dézéry .....	32
Figure 11 - Activité au Square Dézéry .....	33
Figure 12 - Parc Sarah-Maxwell .....	34
Figure 13 - Les Assises sur la gentrification - Animation au Chic-Resto Pop.....	36
Figure 14 - Les Assises sur la gentrification - Manifestation au Chic-Resto Pop .....	38
Figure 15 - Le Carré de sucre.....	39
Figure 16 - Revendications pour le logement social au Carré de sucre .....	40
Figure 17 - Art mural .....	41
Figure 18 - Hochelaga à ciel ouvert .....	43
Figure 19 - Mise en réseau d'acteurs et captation de ressources .....	52
Figure 20 - Indice d'équité des milieux de vie 2023 - Ville de Montréal .....	57

## Introduction

Ce bilan de dix ans de la RUI Hochelaga repose sur plusieurs sources documentaires ainsi que sur des travaux scientifiques, notamment ceux de l'auteur. Il expose, par conséquent, la recherche documentaire qui a été réalisée durant la production de sa thèse en plus de présenter les propos anonymes de plusieurs acteurs du quartier avec lesquels il s'est entretenu entre 2014 et 2021. Ce bilan puise dans les documents produits par la RUI Hochelaga, par LTQHM, dans les archives des journaux du quartier, dans des rapports de recherche et des articles scientifiques produits entre 2012 et 2023 sur le quartier Hochelaga-Maisonneuve, sa transformation et ses enjeux. Il rassemble également différentes références sur le quartier tirées de l'imaginaire populaire, d'oeuvres artistiques et d'ouvrages de référence.

Ce bilan est divisé en trois sections. Il présente dans un premier temps l'approche du programme de RUI, ses orientations générales et les grands concepts qui portent l'étendue de son champ d'action. Cette première partie retrace par ailleurs les enjeux du quartier Hochelaga et les origines de sa revitalisation en situant le contexte dans lequel il était plongé durant les années 1980 et les raisons qui ont motivé l'arrivée du programme de RUI.

La seconde partie du bilan plonge au cœur de la RUI Hochelaga et met l'accent sur ses différents projets phares tout en portant un éclairage sur LTQHM qui a joué le rôle d'organisme porteur de la démarche. Cette seconde partie explore également les dimensions (in)tangibles de la RUI Hochelaga, ses effets et ses impacts sur le quartier, la communauté et la concertation.

Enfin, la dernière partie présente plusieurs constats relatifs au bilan de dix années de la RUI Hochelaga et tisse le lien avec le nouveau programme des Quartiers inclusifs et résilients (QIR) de la Ville de Montréal. Il est question d'explorer les pistes de réflexion pour l'avenir de la transformation du quartier Hochelaga, qu'il passe par la voie de la revitalisation urbaine ou par celle du développement social et de celui des communautés qui l'habitent.

## Première partie

### 1. Les stratégies de Revitalisation urbaine intégrée

Mieux connues sous l'acronyme « RUI », les stratégies de revitalisation urbaine intégrée s'inspirent des approches européennes et étasuniennes pour transformer le territoire à l'échelle locale. Il faut retenir que la RUI s'appuie sur l'action des partenaires et des acteurs locaux pour répondre aux enjeux et aux besoins dans les quartiers. Sans se substituer au travail des services publics, les approches de RUI visent essentiellement à décentraliser l'action pour mettre les besoins des habitant.e.s au cœur des démarches en développant des solutions adaptées aux enjeux rencontrés dans les milieux de vie. Les citoyen.ne.s sont de ce fait sollicité.e.s dans le processus car on estime plus largement qu'ils et elles sont les expert.e.s de leur milieux de vie contrairement aux personnes qui les « programment ».

Traditionnellement<sup>1</sup>, la stratégie de RUI mise sur l'intervention territoriale en s'appuyant sur des indices de dévitalisation sociale et matérielle, en plus de cibler des territoires où les enjeux de cohabitation sont criants, où le cadre bâti et les appareils collectifs tels que les parcs sont en mauvais état et nécessitent des interventions importantes. Enfin, cette approche territoriale vise à développer des projets pérennes et structurants au sein des milieux de vie, des quartiers, *par* et *pour* les communautés qui y vivent.

Quatre concepts sont centraux en matière de RUI afin d'établir les fondements de l'approche. La RUI s'appuie sur la **concertation intersectorielle**, c'est-à-dire qu'elle fait intervenir différents secteurs d'activités pour guider l'action : l'urbanisme, le développement social, la santé publique, l'économie, les secteurs communautaires et privés, la société civile, etc. On dit alors que la concertation intersectorielle s'accorde avec l'approche **multi-réseaux** (ou multi-partenaires), à savoir que chacun des secteurs d'activité est représenté par un ou des acteurs qui joignent leurs expertises et mobilisent leurs propres réseaux pour alimenter la réflexion en amont de l'action, et l'intervention elle-même.

La stratégie RUI s'appuie également sur l'intervention **multi-échelles** en visant des actions qui peuvent prendre forme à différentes échelles géographiques et territoriales. Pensons notamment à une intervention ciblée dans un parc, le long d'un tracé, sur le coin d'une rue ou encore dans une zone industrielle qui est enclavée. Ce « jeu » d'échelle, qu'on peut comparer poétiquement à de l'acupuncture, vise à produire une synergie par des actions de transformation localisées qui auront un effet structurant pour l'ensemble du quartier ou du milieu de vie où se déploie l'intervention de RUI.

---

<sup>1</sup> Le terme « traditionnellement » souligne que la stratégie RUI est appelée à changer quant à son approche territoriale. Le nouveau programme de QIR de la Ville de Montréal fera son entrée graduellement sur le territoire montréalais dès 2024.

Enfin, la RUI s'appuie sur le concept d'engagement **multi-niveaux**, c'est à dire que les responsabilités gouvernementales (en matière de logement par exemple), qu'elles soient municipales, provinciales ou fédérales, doivent être considérées et mobilisées de manière stratégiques, mais non partisans, afin de créer une coordination et une continuité des actions. On peut penser notamment à mobiliser des opportunités budgétaires, des programmes gouvernementaux ou encore des actions visant à faciliter la prise de décisions et la réponse de décideurs publics quant à la faisabilité et la pérennité d'un projet.

Ces quatre concepts agissent ainsi comme les quatre piliers de la stratégie RUI et doivent être au cœur de la philosophie d'action. Ils demeurent toutefois flexibles et interprétables d'une démarche de RUI à une autre, selon leurs contextes spécifiques de mise en oeuvre. Il faut néanmoins les considérer comme des « guides » permettant de structurer l'action et la mobilisation des partenaires autour des interventions urbaines.

Voyons maintenant comment s'est déployée l'approche RUI à travers la ville de Montréal pour ensuite nous attarder plus spécifiquement à la RUI dans le quartier Hochelaga et les raisons qui ont justifié son implantation.

## **2. L'historique et le déploiement du programme de RUI de la Ville de Montréal**

Le point de départ de la réflexion et de l'engagement de la Ville de Montréal en matière de revitalisation urbaine intégrée s'inscrit en continuité avec l'Entente sur les quartiers sensibles qui a été mise sur pieds en 1999 de façon formelle entre elle et le gouvernement du Québec. Les orientations du Sommet de Montréal de 2002 et plus globalement la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ont participé graduellement à la mise en place d'une approche territoriale intégrée (ATI) qui se traduit plus concrètement par la stratégie de RUI. Pour déployer les actions et leurs interventions « ascendantes<sup>2</sup> », les démarches RUI s'insèrent dans des structures de concertation, et donc pour la majorité des cas dans des Tables intersectorielles de quartier reconnues par le programme de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local.

La Ville de Montréal s'est dotée plus spécifiquement d'une politique publique en matière de revitalisation urbaine des quartiers centraux en mettant en place trois expériences pilotes de RUI en 2003 devant l'importance de la pauvreté observée durant les années 1990 (Séguin et Divay 2004).

Au départ, la RUI Hochelaga ne faisait pas partie des expériences pilotes dans le déploiement de la stratégie RUI, tout en étant une cible importante de défavorisation sociale et matérielle (Pamalon-Raymond, 2003). C'est après les expériences concluantes des premiers projets pilotes de

---

<sup>2</sup> Des actions ascendantes ou « bottom-up » s'inscrivent dans les actions des communautés qui les déploient, contrairement aux actions programmées par le haut, dites descendantes ou « top-down ».

RUI (les quartiers Saint-Pierre, Galt et Sainte-Marie pour la première année), puis les ajouts de 2004 (quartiers de Saint-Michel et du secteur Nord-Est de Montréal-Nord) et 2006 (secteur Laurentien-Grenet de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Mercier-Est de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Hodge-Place-Benoit de l'arrondissement Saint-Laurent), que la RUI Hochelaga voit le jour en 2012, en plus des trois démarches de Viau-Robert de l'arrondissement Saint-Léonard, de Chameran-Lebeau de l'arrondissement Saint-Laurent et d'Airli-Bayne de l'arrondissement LaSalle.

Depuis, le programme RUI s'est déployé dans douze quartiers montréalais<sup>3</sup> et fera l'objet d'une réforme en profondeur d'ici 2025 avec trois nouvelles expériences pilotes avec l'implantation du nouveau programme des QIR en 2024 dans les secteurs de Saint-Pierre dans l'arrondissement Lachine, Sainte-Marie dans l'arrondissement Ville-Marie et Nord-Est dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

### **3. Mise en contexte : le quartier Hochelaga-Maisonneuve et le secteur sud-ouest**

Depuis la récession des années 1980, le quartier Hochelaga-Maisonneuve a connu d'importantes transformations de son tissu social et urbain. Son passé industriel et ouvrier a fait place à une désindustrialisation progressive qui a précipité sa dévitalisation avec l'exil de ses habitant.e.s après la fermeture de plusieurs industries jusqu'alors florissantes et prospères. Certaines d'entre elles étaient reliées à la fabrication de chaussures et au textile, d'autres à l'abattage et à la transformation de produits du tabac. La désindustrialisation amorcée dans les années 1980 entraîne une chute importante de la population qui passe de près de 80 000 habitant.e.s à 40 000 en l'espace d'une décennie. Plusieurs logements sont laissés vacants et les nombreux commerces de proximité ferment leurs portes ; le quartier est alors en déroute avec ses immeubles placardés, la vente de stupéfiants et la montée de la criminalité avec des groupes de motards criminalisés qui en font leur territoire, lui-même sujet à des conflits qui ont marqué l'imaginaire populaire<sup>4</sup>.

On peut toutefois compter sur plusieurs « piliers d'Hochelaga » pour apporter des réponses et des solutions à la dérive urbaine et sociale qui est vécue dans le quartier. Parmi ceux-ci, on compte

---

<sup>3</sup> RUI de Bordeaux-Cartierville, RUI de Galt, RUI de Hodge-Place Benoît, RUI Mercier-Est, RUI Montréal Nord, RUI de Saint-Michel, RUI de Saint-Pierre, RUI de Sainte-Marie, RUI Chameran-Lebeau, Secteur Viau-Robert, Secteur Airli-Bayne, Cartierville secteur Laurentien-Grenet.

<sup>4</sup> Je consacre une section de ma thèse de doctorat à présenter l'histoire du quartier et de sa transformation à partir des années 1980. Voici un extrait : « Cet imaginaire fait beaucoup parler de lui. On ne compte plus le nombre d'articles dans différents médias qui dépeignent une triste réalité pour le quartier Hochelaga-Maisonneuve, qui le prene pour cible lorsque vient le temps d'aborder plusieurs questions sensibles telles que le travail du sexe et son « encadrement », le trafic de stupéfiants, la toxicomanie et les groupes criminalisés, les logements insalubres et les propriétaires récalcitrants. *Dérives montréalaises* (1995) de Bibeau et Perreault retrace les itinéraires de toxicomanes du quartier ; les journaux rapportent la triste histoire du petit Daniel Desrochers qui devenait, toujours en 1995, une victime collatérale de la guerre des motards qui faisait alors rage dans le quartier. Enfin, des films comme *Hochelaga* de Michel Jetté (2001) raconte la vie au sein d'un groupe de motards criminalisés, sans oublier les nombreux reportages télévisuels qui passent en revue autant de faits divers sur la vie difficile du quartier. Tout cela contribue à nourrir un imaginaire peu reluisant. » (Boucher, 2021 : 102).

La Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve fondée en 1986, le Chic Resto Pop qui ouvre ses portes en 1989 et le CAP Saint-Barnabé qui convertit en 1990 les activités de la paroisse St-Barnabé en service d'aide alimentaire pour le quartier. S'ajoute également en 1988 la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) qui a pour mission de racheter les bâtiments laissés pour compte sur le marché afin d'y effectuer des rénovations majeures pour les transformer en logements sociaux.

Au début des années 1990, deux concertations voient le jour dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve afin de tisser des liens entre les organismes qui offrent des services à la population. La première, Quartier en santé, qui est dirigée et planifiée par la Ville de Montréal et le réseau socio-sanitaire, débute ses activités en février 1994 avec la réalisation d'un portrait de quartier. La seconde qui est plutôt composée d'organismes communautaires, naît en 1993 sous le nom de Table de développement local avant de s'incorporer en novembre 1995 sous le nom de Conseil pour le développement local et communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve (CDLCHM). C'est cette dernière qui oriente ses actions sur l'information, la réflexion, l'analyse et l'action visant à surmonter les différents problèmes qui grugent le quartier, principalement au niveau de l'emploi et de l'employabilité. Elle finira par s'imposer et supplantera le projet de Quartier en santé en obtenant des subventions du Programme de soutien financier au développement social local (CDLCHM, s-d). Comme le font remarquer Galarneau, Bilodeau, Boucher, Lefebvre et Potvin (2017), le passage en 2010 de la structure communautaire du CDLCHM à la structure de table de quartier axée sur le développement social, intersectoriel et multi-réseaux qu'est LTQHM repose sur un important travail de réflexion autour des enjeux du quartier. D'ailleurs, cette restructuration en table intersectorielle de quartier demeure un aspect incontournable pour comprendre le développement social et la planification concertée du quartier.

Mais avant que s'effectue cette transformation, plusieurs chantiers de travail sont mis en branle afin d'identifier les enjeux du quartier pour préparer le Forum de développement social local de 2010. Les cinq chantiers de travail<sup>5</sup> du CLDCHM révèlent les enjeux vécus dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve dans le but de proposer des actions concertées (CLDCHM, 2009abcd). Si le constat est que le nombre d'enjeux est déjà important, il importe de mentionner que deux journées thématiques supplémentaires sont ajoutées pour approfondir les thèmes transversaux et fédérateurs de la concertation et de la citoyenneté. En effet, le 28 janvier 2010, les acteurs de la communauté identifient huit objectifs portant sur le thème de la concertation : 1) dans le respect des différences, de la dissidence et de l'autonomie de chaque concertation, maximiser la circulation des informations et des interventions dans le quartier, afin d'apprendre les uns des autres et de se compléter dans nos services et pratiques pour répondre aux besoins exprimés par nos participant.e.s, familles, usagers et usagères; 2) utiliser la concertation pour créer des actions mobilisatrices entre les organismes ayant des interventions communes afin de répondre aux be-

---

<sup>5</sup> Les cinq chantiers de travail du CDLCHM sont *Conditions de santé et ses déterminants, Environnement social, citoyenneté, engagement civique, Environnement physique et naturel, Vie matérielle, emploi, essor économique, Éducation, arts, culture, loisir, sport*. Pour consulter le bilan des travaux des cinq chantiers, se référer au site web de LTQHM : <https://www.ltqhm.org/planifications/forum-de-developpement-social-2010>

soins de toute la population et d'impliquer les citoyen.ne.s dans le processus; 3) créer des passerelles entre les concertations sectorielles; 4) placer toute la population au coeur de l'action; 5) assurer la continuité, les cohérences de nos actions en (de) concertation; 6) susciter l'implication de tous les paliers pour que celle-ci soit concrète et responsable (plutôt qu'une implication fantôme); 7) avoir un porte-parole officiel du quartier qui représente la collectivité (organisme, population, église, politique, institution, etc.) et 8) connaître, se connaître et se reconnaître.

La seconde journée thématique du 18 mars 2010 est portée par la citoyenneté et met en lumière les six objectifs identifiés par les acteurs. Il s'agit de 1) La découverte et l'actualisation de ce qui donne une valeur et de la vitalité aux participant.e.s; 2) Valoriser le meilleur de ce qui existe actuellement dans notre quartier : ses talents, ses ressources et ses réussites; 3) Établir une vision partagée et axée sur les possibilités, définir notre projet collectif et y insuffler suffisamment d'énergie pour mobiliser l'action au service de cette vision; 4) Créer des images puissantes qui agiront comme une force d'attraction pour guider les participant.e.s; 5) Amener les gens à se connaître un peu plus et à identifier ce qu'ils ont de commun; 6) Insuffler une énergie nouvelle qui donnera le goût aux gens de travailler et de bâtir ensemble.

Le bilan des travaux des cinq chantiers culmine en 2010 durant le Forum de développement social local pour que les priorités d'action soient établies dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Les trois priorités qui en découlent sont 1) Restructurer la concertation sur le territoire du quartier; 2) Stimuler la citoyenneté collective; et 3) Revitaliser le secteur sud-ouest du quartier. Cette dernière priorité est jugée prioritaire car les indices de défavorisation et de dévitalisation sont plus marqués qu'ailleurs dans le quartier. S'ajoutent également les enjeux d'insécurité et de cohabitation, le manque d'équipements collectifs, le mobilier urbain détérioré, les nombreux « stress » urbains (îlots de chaleur, exposition aux bruits et à la pollution), etc. Ces priorités d'action s'arriment aux intérêts de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve à la fois pour revitaliser le secteur sud-ouest, et aussi pour le faire reconnaître comme un secteur sur lequel pourrait être implantée une intervention de type RUI.

C'est à la fin du Forum de développement social local<sup>6</sup> de 2010 que se précisent les constats afin que les trois priorités se traduisent en actions concrètes. Ainsi, lorsqu'il est question de restructurer la concertation sur le territoire du quartier, il s'agit plus concrètement de former un comité de travail qui rassemblent les partenaires intéressés, de faire un portrait de la concertation dans le quartier et de proposer des modèles de concertation intersectorielle afin d'en faire l'adoption. Pour ce faire, il faut stimuler la citoyenneté collective par la création d'un Forum citoyen qui permettra aux citoyen.ne.s de s'exprimer, de réfléchir sur les enjeux du quartier et de se former à la citoyenneté collective. On propose alors l'organisation d'activités de soutien et de promotion de la citoyenneté dans les organismes communautaires et les institutions. Ainsi, on souhaite créer un collège citoyen dans la nouvelle concertation intersectorielle afin d'assurer une représentativité des citoyen.ne.s dans le développement social local. La pierre angulaire de toute cetteestruc-

---

<sup>6</sup> Pour consulter la synthèse des constats et des priorités qui se dégagent du Forum de développement social local, se référer au site web de LTQHM : <https://www.ltqhm.org/images/Planifications/Forum2010/diapoPriorite.pdf>

turation et de cette mobilisation vise enfin à revitaliser le secteur sud-ouest du quartier Hochelaga en rassemblant les partenaires qui sont intéressés par la revitalisation de la zone sud-ouest du quartier. Cette étape vise également à faire le portrait de la situation sociale et économique du secteur sud-ouest pour traduire les besoins et les enjeux dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de revitalisation.

#### **4. Les préambules de la revitalisation du secteur sud-ouest**

Il est important de mentionner que le projet de revitaliser le secteur sud-ouest du quartier Hochelaga naît d'un besoin qui est double. Il est à la fois citoyen et municipal, par l'identification conjointe des enjeux urbains qui ont été rapportés, notamment avec leur mise en visibilité et la synthèse qui en a été faite suite durant le Forum de développement social local. Dans ce contexte, un Comité local de revitalisation (CLR) est mis en place avec la participation de l'arrondissement MHM en 2010 et un calendrier de rencontres des partenaires entre 2010 et 2012 est structuré.

Des marches urbaines sont organisées en 2011 afin de préciser les actions à entreprendre dans le quartier et faire coïncider celles-ci avec les modifications qui seront apportées au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dès 2012. Le CDLCHM, le CLSC Hochelaga-Maisonneuve et d'autres organismes du quartier invitent alors les citoyen.ne.s à déambuler dans plusieurs sections du secteur sud-ouest afin d'identifier les enjeux, les besoins et les problèmes vécus par les personnes qui l'habitent, le fréquentent ou qui ont à cœur sa transformation. Il s'agit d'un moment fort de la planification du secteur sud-ouest en vue de sa revitalisation, grâce aux Opérations populaires d'aménagement<sup>7</sup> (OPA) du printemps 2011 et de l'automne 2012.

Celles-ci constituent dans ce contexte des exercices participatifs d'une importance cruciale quant à l'identification *in situ* des enjeux du quartier Hochelaga. Ce dernier est alors divisé en trois secteurs, dont le secteur sud-ouest qui est parcouru par les citoyen.ne.s et les organismes communautaires qui animent la démarche. Il s'agit d'un travail de mise en commun des témoignages citoyens et de leurs observations de terrain visant à développer à la fois un argumentaire collectif et une réflexion d'ensemble sur ce que veulent les citoyen.ne.s pour améliorer leur milieu de vie. Il faut savoir enfin que le diagnostic issu des marches urbaines constitue le préambule citoyen à la démarche RUI, qui s'appuie lui-même sur les travaux du Forum de 2010, en plus d'autres problématiques soulevées par l'entrée de quartier, la zone industrielle, la dévitalisation de la rue Sainte-Catherine Est, les enjeux de cohabitation sociale, etc.

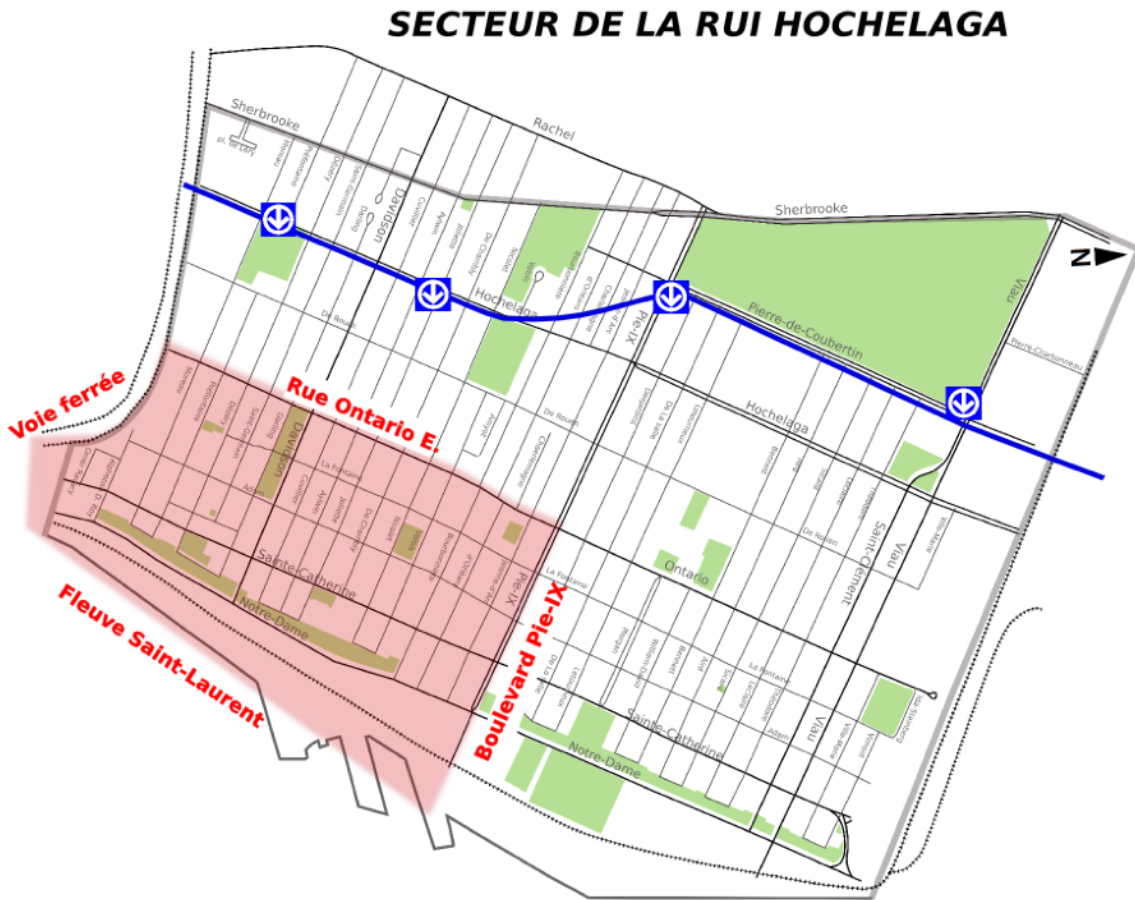
---

<sup>7</sup> Il est toujours possible de consulter les vidéos captées durant les OPA en consultant les liens suivants : 1. [https://www.youtube.com/watch?v=eLnNpphNnh8&ab\\_channel=Comit%C3%A9Bails-basepourl%E2%80%99actionetl%E2%80%99informationsurlelogementsocial](https://www.youtube.com/watch?v=eLnNpphNnh8&ab_channel=Comit%C3%A9Bails-basepourl%E2%80%99actionetl%E2%80%99informationsurlelogementsocial)

2. [https://www.youtube.com/watch?v=YXsUWJ02NIU&ab\\_channel=Comit%C3%A9Bails-basepourl%E2%80%99actionetl%E2%80%99informationsurlelogementsocial](https://www.youtube.com/watch?v=YXsUWJ02NIU&ab_channel=Comit%C3%A9Bails-basepourl%E2%80%99actionetl%E2%80%99informationsurlelogementsocial)

Durant cette période, suite à des demandes provenant des citoyen.ne.s, du milieu communautaire et du maire de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Réal Ménard, le quartier Hochelaga se voit attribué un mandat RUI dont la zone d'intervention est délimitée par la ruelle au nord de la rue Ontario, la rue Pie-IX à l'est, le boulevard Notre-Dame E. au sud et la voie ferrée du Canadien Pacifique à l'ouest (Figure 1).

**Figure 1 - Cartographie de la zone d'intervention de la RUI Hochelaga**



**Fig 1 : Secteur sud-ouest - Quartier Hochelaga**

Réalisée par Nicolas Bernier

L'ensemble des données qui ont été rassemblées constitue le socle pour identifier le sud-ouest comme secteur à revitaliser<sup>8</sup>. La volonté consiste alors à traduire très concrètement les actions souhaitées pour le quartier, notamment en termes d'actions urbaines, mais aussi en termes de concertation et de citoyenneté.

Après la nomination des membres du CLR et sa mise en place graduelle, après l'embauche d'une personne à la coordination de la RUI Hochelaga et l'identification de l'organisme porteur du mandat RUI, la démarche de RUI fait son entrée dans le paysage d'Hochelaga-Maisonneuve avec un appui financier de 100 000\$ par année sous la responsabilité de LTQHM. C'est en 2012 que la RUI Hochelaga prend son envol ; son premier mandat consiste à élaborer conjointement avec la communauté le premier plan d'action de la RUI Hochelaga qui permettra de structurer ses axes d'intervention et ses grandes orientations, toujours en s'appuyant sur l'important travail réalisé depuis le Forum de développement social local de 2010. Il importe par ailleurs de mentionner que le financement RUI a fait l'objet d'une discussion en CLR et d'une décision concertée fixant qu'il devait servir à des projets structurants et non à être distribué aux organismes du secteur sous la forme d'appel à projets. Ce choix repose sur le désir d'éviter un effet de compétition entre les organismes et le « saupoudrage » de petites sommes pour bonifier les projets et les missions des organismes partenaires de la RUI Hochelaga.

En décembre 2012, les membres du CLR se rencontrent pour mettre en place le Comité de coordination (CoCo) de la RUI Hochelaga auquel est accordé un « pouvoir » de recommandation auprès du CLR, qui lui est décisionnel. Six membres sont alors nommés pour former cette première mouture du CoCo, qui évoluera évidemment durant toutes ces années. Celui-ci est formé du Groupe de ressources techniques (GRT) - Bâtir son quartier, du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) Lucille-Teasdale, de la Corporation de développement de l'Est (CDEST), de Tandem MHM et de personnes provenant de l'arrondissement MHM (Développement social et communautaire et de l'Urbanisme), en plus de LTQHM. Le CoCo constitue le point de chute des informations provenant de la communauté du quartier. Il agit comme catalyseur d'opportunités pour la RUI Hochelaga, tout en assurant une veille stratégique sur les projets en cours de développement, en synthétisant les informations dans le but de les présenter au CLR pour poursuivre les actions.

Si la première année d'existence de la RUI Hochelaga a principalement été le creuset de la planification stratégique débutée en décembre 2012, il faut considérer la seconde année (2013-2014) comme la poursuite de celle-ci (pour se conclure en novembre 2013) et son ancrage dans le tissu social du quartier. En effet, le diagnostic et les orientations stratégiques identifiées par le CLR en

---

<sup>8</sup> Rappelons que le secteur sud-ouest est retenu en raison de sa pauvreté qui est plus grande et plus concentrée qu'ailleurs dans le quartier, de la dévitalisation commerciale observée sur la rue Sainte-Catherine Est, des équipements collectifs nécessitant une intervention pour en hausser la qualité, ainsi que des enjeux de cohabitation sociale au sein de la population. D'autres facteurs ont contribué à désigner le secteur sud-ouest pour des interventions de revitalisation, notamment le cadre bâti en mauvais état, de même que les logements parfois insalubres, ainsi que l'exposition à des « stress » urbains tels que la mauvaise qualité de l'air, résultat de la proximité avec le boulevard Notre-Dame E., ainsi qu'un manque d'espaces verts et une canopée insuffisante. Pour toutes ces raisons, le secteur sud-ouest fait l'objet d'une intervention urbaine par le biais du programme RUI de la Ville de Montréal.

mars 2013 ont été présentés à la population du quartier lors d'une rencontre publique au Chic-Resto Pop en avril 2013. Ce sont plus de cinquante personnes qui se sont présentées à cette rencontre afin de s'exprimer sur les enjeux du secteur sud-ouest. Les orientations et les objectifs inscrits au plan stratégique ont été modifiés et bonifiés suite à la mobilisation et à la participation lors de cette soirée citoyenne.

La planification stratégique prend fin à l'automne 2013 avec trois réunions en sous-comités de travail regroupant les partenaires du CLR et d'autres organismes du quartier en fonction de leurs expertises et de leurs champs d'intérêt. Le but visé étant de préciser les moyens d'action du plan stratégique. Les thèmes centraux sont le développement économique, la cohésion sociale et l'aménagement urbain. Le fruit de ce travail de planification collective a été approuvé par les partenaires du CLR en novembre 2013 pour que le Plan de RUI Hochelaga (Tableau 1) soit officiellement adopté, puis diffusé aux organismes du quartier en janvier 2014 pour être enfin présenté lors d'une assemblée générale de LTQHM en février 2014.

Comme on peut le comprendre, l'année 2013 est consacrée à l'élaboration du Plan de revitalisation, qui repose sur un diagnostic exhaustif du territoire et sur une vision à long terme des changements souhaités pour le secteur sud-ouest (Bernier, 2016). Ce plan de revitalisation reprend les priorités qui découlent du Forum de développement social local de 2010 en plus de les inscrire dans une perspective de concertation et de citoyenneté active. Dans celui-ci, quatre enjeux majeurs sont identifiés par le CLR, à savoir 1) La dévitalisation sociale et économique aux abords de la rue Sainte-Catherine Est; 2) La consolidation de pôles économiques; 3) La rétention des ménages et des familles; 4) La valorisation des lieux publics sous-utilisés. Comme on peut le voir au Tableau 1, ces quatre enjeux majeurs sont déclinés en douze objectifs. Ces quatre grands axes constituent alors la base sur laquelle s'appuieront les actions, les orientations, les projets, mais aussi et surtout la philosophie d'action de la RUI Hochelaga.

**Tableau 1 - Orientations et objectifs du Plan de revitalisation urbaine intégrée Hochelaga**

ENJEU	<b>UNE DÉVITALISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE AUX ABORDS DE LA RUE SAINTE-CATHERINE EST</b>	
<b>Orientation</b>	<b>1</b>	<b>Prioriser la revitalisation du sud du secteur en concentrant les efforts sur les abords de la rue Sainte-Catherine Est</b>
<b>Objectifs</b>	A	Stimuler le développement commercial de la rue Sainte-Catherine Est entre le boulevard Pie-IX et la rue Bourbonnière en encourageant l'occupation des bâtiments et locaux vacants
	B	Harmoniser les différentes actions en matière de santé publique et de sécurité urbaine
	C	Favoriser la réhabilitation du cadre bâti commercial et résidentiel
ENJEU	<b>DES PÔLES ÉCONOMIQUES À CONSOLIDER</b>	
<b>Orientation</b>	<b>2</b>	<b>Encourager le développement économique local sur le territoire des Promenades Hochelaga-Maisonneuve et dans la zone d'emploi Moreau tout en préservant une offre de services diversifiée et abordable</b>
<b>Objectifs</b>	A	Stimuler le développement commercial de la rue Sainte-Catherine Est entre le boulevard Pie-IX et la rue Bourbonnière en encourageant l'occupation des bâtiments et locaux vacants
	B	Favoriser le développement de l'emploi dans la zone Moreau
	C	Consolider le développement commercial de la rue Ontario Est
ENJEU	<b>DES CONTRAINTES POUR LA RÉTENTION DES MÉNAGES ET FAMILLES</b>	
<b>Orientation</b>	<b>3</b>	<b>Préserver la mixité des ménages et renforcer la cohésion sociale</b>
<b>Objectifs</b>	A	Favoriser le maintien des ménages présents dans le secteur, en particulier les ménages à faible revenu
	B	Favoriser la rétention et la venue de familles avec enfants
	C	Améliorer la cohabitation sociale et l'intégration des nouveaux ménages
	D	Favoriser l'utilisation collective du cadre bâti institutionnel, des lieux de culte et des propriétés publiques
ENJEU	<b>DES LIEUX PUBLICS SOUS-UTILISÉS ET À VALORISER</b>	
<b>Orientation</b>	<b>4</b>	<b>Améliorer l'aménagement des espaces publics afin de rehausser la qualité de vie des résidents</b>
<b>Objectifs</b>	A	Encourager les initiatives de verdissement et d'embellissement des lieux publics et privés
	B	Favoriser la sécurité et la convivialité des déplacements actifs et collectifs
	C	Encourager l'utilisation et l'appropriation des parcs et espaces publics par les résidents

**Tableau 1 : Plan de RUI**

Réalisée par Nicolas Bernier

Le premier exercice participatif réalisé par la RUI Hochelaga provient d'un mandat donné par le CLR aux membres du CoCo. Le CLR part du principe que la RUI Hochelaga doit prioriser ses efforts à court terme. Le CoCo organise alors des groupes de discussion et y invite les citoyen.ne.s du secteur et les intervenant.e.s d'organismes qui n'ont pas participé à l'élaboration du Plan de revitalisation. L'idée consiste alors à renforcer la connaissance des enjeux du secteur en faisant intervenir des acteurs possédant une connaissance plus fine des préoccupations, tout en possédant un regard extérieur à la démarche qui avait été menée sur les enjeux du territoire (Bernier, 2016).

Durant ces exercices participatifs, onze citoyen.ne.s, douze représentant.e.s d'organismes communautaires, sept représentant.e.s d'institutions publiques et six représentant.e.s d'entreprises privées sont mobilisé.e.s et font ressortir quatre préoccupations majeures que le CLR adopte comme priorités de travail à court terme. Celles-ci concernent 1) le développement économique et social de la rue Sainte-Catherine Est; 2) l'aménagement et l'entretien des espaces publics; 3) l'amélioration des écoles et la valorisation de l'éducation; et 4) la prise en compte du sentiment de sécurité et la cohabitation sociale. Ces quatre grandes préoccupations, comme nous le verrons plus tard, sont au coeur des projets développés par la RUI Hochelaga.

En phase avec l'exercice de priorisation, mais aussi avec le Forum de développement social local et le Plan de revitalisation, ces priorités à court terme marquent le pas vers des actions concrètes dans le secteur sud-ouest en ciblant les objectifs sur lesquels les ressources financières, humaines et techniques seront affectées (Bernier, 2016). Deux projets se dégagent du travail de concertation, à savoir l'aménagement du prolongement de la Promenade Luc-Larivée pour sa portion située dans le secteur RUI (qui deviendra le Lien vert) et un projet de revitalisation de la rue Sainte-Catherine Est afin de mobiliser les actions à la fois pour le développement économique, mais aussi pour répondre aux préoccupations en lien avec le sentiment d'insécurité et la cohabitation sociale. Comme l'illustre la Figure 1, ces projets s'imbriquent et épousent le territoire du secteur sud-ouest dans un souci d'y créer une cohérence et de lui donner une teneur.

## Deuxième partie

### 1. La RUI Hochelaga entre 2012 et 2023

La ligne du temps de la démarche (Figure 2) met en évidence les grandes étapes de la RUI Hochelaga depuis sa naissance en 2012, jusqu'au premier bilan des cinq premières années d'existence en 2018 et sa période de bilan en 2023. Elle fait état également des différents projets que la RUI Hochelaga a réalisés au fil du temps.

**Figure 2 - Ligne du temps de la RUI Hochelaga**



**Fig 2 : Ligne du temps**

Réalisée par LTQHM

### 3. La RUI Hochelaga et sa gouvernance

Il ne faut pas confondre la RUI Hochelaga et LTQHM car il s'agit de deux entités qui ont leur propre gouvernance. Bien que les actions de LTQHM et celles de la RUI Hochelaga s'influencent mutuellement, il faut comprendre que la RUI constitue un projet de LTQHM et demeure sous sa responsabilité financière car elle en est l'organisme porteur de la démarche. Il s'avère néanmoins pertinent de mentionner que la RUI Hochelaga consacrait des ressources humaines à la coordination et à des actions du Comité aménagement du territoire de LTQHM, qui soutenait notamment le développement de projets de logements sociaux concertés avec la participation de membres du CoCo et du CLR (Bâtir son quartier, SHAPEM, L'Avenue hébergement communautaire, etc.).

La même approche a été déployée pour le volet environnement avec des actions sur le verdissement. Autrement, la RUI Hochelaga aurait peut-être mis sur pied de nouveaux comités de travail ou d'actions - et donc dédoubler les comités déjà en place. Elle s'est plutôt appuyée sur les comités existants de LTQHM pour en maximiser les contributions émanant de leurs travaux respectifs. On peut ainsi prendre l'exemple de l'alimentation. Le projet sur les déserts alimentaires de LTQHM a mobilisé beaucoup de citoyen.ne.s et organismes dans le sud-ouest du quartier Hochelaga, sans être porté par la RUI Hochelaga directement, mais a permis d'agir comme levier pour obtenir un financement de la Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSPM) par le fait d'être un secteur d'intervention RUI.

Pour faciliter la compréhension de la dynamique au sein des projets de LTQHM, de ses comités, ainsi que ceux de la RUI Hochelaga, cette dernière a réalisé un organigramme (Figure 3) permettant d'avoir une vue d'ensemble de sa configuration et sa structure.



## **5. Les projets phares**

Les nombreux projets de la RUI Hochelaga traduisent dans leurs formes et leurs philosophies les volontés exprimées lors du Forum de développement social local de 2010. Il est d'ailleurs marquant de constater combien depuis 2010 les différentes actions souhaitées ont toujours été à la fois au coeur de la réflexion du CoCo et du CLR et de l'opérationnalisation des volontés. C'est probablement l'une des plus grandes forces de la RUI Hochelaga que de n'avoir jamais perdu de vue les ambitions de la communauté pour les arrimer à la stratégie de revitalisation. La RUI se révèle ainsi comme un puissant outil pour amorcer les transformations souhaitées, tout en réitérant les priorités qui ont émergé du Forum de développement social local de 2010. Il est évident qu'une dichotomie existe entre les projets de la RUI Hochelaga et des réalisations plus structurantes mais très couteuses sur lesquelles l'échelle locale (même l'arrondissement) a peu d'emprise. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains projets ont été au coeur de plusieurs discussions sans pour autant mener à des d'actions : pensons par exemple au logement social, aux écoles primaires du secteur qui étaient fermées pour causes de vétusté et de contaminations, ou encore aux églises vacantes ou sous-utilisées.

### **La fermeture de la rue Préfontaine - 2013**

Dans la foulée des premières réflexions concernant le réaménagement de la portion ouest du secteur RUI, près de la zone Moreau, la rue Préfontaine a fait l'objet d'une fermeture partielle (Gauthier, 2013) car les citoyen.ne.s et les travailleur.se.s de l'usine Lallemand y constataient une circulation automobile importante qui stimulait à la fois la présence de travailleuses du sexe et une sollicitation accrue pour leurs services. Ce faisant, des incivilités y étaient fréquentes, générant un sentiment d'insécurité chez plusieurs personnes, dont certaines n'osaient plus fréquenter la rue Préfontaine. Avec sa fermeture partielle pour au moins y réduire la circulation automobile et la présence des travailleuses du sexe et de leurs clients, la RUI Hochelaga et l'arrondissement MHM souhaitaient amorcer un important chantier de réflexion concernant l'avenir des espaces publics à proximité, notamment le parc Dézéry-Lafontaine (maintenant Sarah-Maxwell) et le démarrage du projet de Lien vert. Un élément important à prendre en considération dans toute cette réflexion porte sur l'insécurité vécue également par les femmes qui y pratiquaient le travail du sexe. En effet, non loin de la rue Préfontaine, le secteur industriel a été le théâtre de vagues d'agressions violentes perpétrées à l'endroit des travailleuses du sexe, à l'abri des regards de la population (Berthiaume, 2014). Ces événements, rapportés par plusieurs médias démontraient à l'époque l'importance d'agir dans ce secteur et de réduire les impacts négatifs à l'endroit des victimes et leur insécurité.

## Le réaménagement de la Promenade Luc-Larivée et le Lien vert - 2014 à 2019

Projet phare de la RUI Hochelaga, le réaménagement de la Promenade Luc-Larivée, mieux connue sous le nom officiel de Lien vert<sup>9</sup> (Figure 4), constitue le point de départ des projets urbains réalisés par la RUI Hochelaga ces dix dernières années. Comme l'indique Nicolas Bernier (2016 : 134) :

« Le Lien vert revêt une valeur symbolique intéressante pour la démarche de RUI Hochelaga. Il s'inscrit à la fois dans la continuité de l'aménagement de la Promenade Luc-Larivée et de la Place Simon-Valois, deux projets emblématiques de la revitalisation du quartier Hochelaga-Maisonneuve au début des années 2000, tout en étant en phase avec des souhaits exprimés par des citoyen[.ne.]s lors de l'OPA en 2011 ».

Il ajoute que le projet du Lien vert

« (...) vise à mettre en valeur un tracé à valeur patrimoniale par des interventions d'aménagement paysager et par la bonification du mobilier urbain. L'objectif est d'en faire un espace vert, piétonnier, convivial et sécuritaire qui contribue à l'amélioration du milieu de vie des résidents à proximité, tout en encourageant les déplacements actifs entre les différents pôles d'activités du secteur Hochelaga » (Bernier, 2016 : 134).

Beaucoup plus qu'un projet d'urbanisme et de transformation urbaine, le Lien vert est avant tout un prétexte pour la mobilisation des partenaires de la démarche et des citoyen.ne.s du secteur. C'est aussi le premier laboratoire de la RUI Hochelaga de démarche exploratoire de consultation par le biais d'exercices participatifs organisés par la firme Catapulte. En plus de fédérer un engouement pour l'espace public et la prise de parole dans des espaces prévus à cet effet, notamment dans les locaux du Centre communautaire Hochelaga (CCH) qui agit comme partenaire et membre du CLR, le Lien vert devient une sorte de tremplin pour que d'autres actions soient menées rapidement. En somme, le Lien vert devient un canevas pour comprendre la logistique complexe des projets, leur financement et la reddition de compte, sans oublier les interactions nombreuses avec l'arrondissement MHM et les différents services mobilisés autour de cette première action.

---

<sup>9</sup> Pour en savoir davantage sur le Lien vert : <https://www.ltqhm.org/rui-hochelaga/le-lien-vert>

#### Figure 4 - Réaménagement du Lien vert



**Fig 4 : Lien vert**

Réalisée par Dominic Morissette

Le projet du Lien vert permet également de consigner de nouvelles connaissances par le biais de deux rapports présentés aux membres du CoCo, l'un portant sur l'observation des dynamiques sociales et d'appropriation des espaces publics du secteur sud-ouest (Boucher, 2015) et l'autre visant à documenter le point de vue des personnes qui sont riveraines du Lien vert par le biais d'une enquête de type porte-à-porte (Rondeau, 2015). Non seulement le projet du Lien vert a prouvé l'agilité de la RUI Hochelaga à mettre en place des stratégies efficaces pour combiner des financements *ad hoc*, mais il a également prouvé sa grande capacité mobilisatrice pour que des résident.e.s du secteur puissent contribuer et s'impliquer dans la démarche de la RUI Hochelaga (Figure 5).

Figure 5 - Le Lien vert : un projet participatif



Fig 5 : Le Lien vert  
Réalisée par LTQHM

Comme le mentionne Nicolas Bernier (2016), on pense notamment à la participation de Cata-pulte (par l'animation des ateliers participatifs), de l'Atelier d'histoire MHM (pour son expertise locale en matière de patrimoine), de la Coop d'aménagement Ici et là (à titre de consultant pour l'architecture de paysage et l'aménagement du Lien vert), de la Corporation d'animation des places publiques (pour l'organisation d'événements culturels et rassembleurs) et du CPE Casse-Noisette (par l'implication des enfants dans la conception de murale le long du Lien vert).

Enfin, c'est en 2018 qu'est lancée l'exposition photo jalonnant le Lien vert et intitulée « Le Lien vert, portrait d'une réappropriation citoyenne » (Figure 6). Cette exposition en dix panneaux représente dix façons d'occuper l'espace, en mettant en vedettes, notamment, les personnes « qui fréquentent le parc Sarah-Maxwell, le personnel de l'usine Lallemand, les projets citoyens des rues Préfontaines et Dézéry ainsi que ceux qui investissent la ruelle Germain-Dézéry, les enfants du CPE Casse-Noisette et les petits de Répît-Providence qui s'y rendent régulièrement » (LTQHM, 2018).

**Figure 6 - « Le Lien vert, portrait d'une réappropriation citoyenne »**



### **Le Lien vert**

Réalisée par LTQHM

### **La revitalisation de la rue Sainte-Catherine Est (2015-2016)**

La rue Sainte-Catherine Est était dans le collimateur bien avant l'arrivée de la RUI Hochelaga. Les travaux du CDLCHM ont d'ailleurs contribué à accroître l'offre communautaire sur la rue Sainte-Catherine Est, avec l'aide notamment du GRT Bâtir son quartier qui en a fait un secteur prioritaire pour y développer des projets de logements sociaux. On a pu assister à l'arrivée de Dopamine dans ses locaux actuels en 2012-2013, à l'achat d'une maison de chambres par le CAP St-Barnabé, à l'achat d'un bâtiment par la SHAPEM pour en faire des logements destinés aux hommes à risque de vivre une situation d'itinérance, au 3911 qui a été racheté par l'Avenue Hébergement pour en faire des logements destinés aux jeunes à risque de vivre une situation d'itinérance et plus récemment au 3629 qui a été racheté et rénové par L'Anonyme.

Il faut savoir que la rue Sainte-Catherine Est était au coeur des réflexions de la RUI Hochelaga depuis l'exercice visant à prioriser les premières actions à court terme aux côtés des travaux pour le réaménagement de la Promenade Luc-Larivée. Les intentions de la RUI Hochelaga pour revitaliser la rue Sainte-Catherine Est découlent à la fois du Plan de revitalisation, mais aussi des actions prioritaires en raison de sa dévitalisation économique, la présence de locaux vacants et les enjeux importants de cohabitation sociale qui ont été nommés à plusieurs reprises.

Son chantier de réflexion s'amorce dès 2015 en parallèle de la démarche de transformation du Lien vert en vue d'en définir la vision. C'est Marie-France Bellemare qui est engagée à titre de chargée de projet afin de piloter et de nourrir la démarche par différents exercices d'enquête et de consultation auprès des résident.e.s, des organismes, des propriétaires, des commerçant.e.s et des expert.e.s et chercheur.e.s universitaires. L'objectif consiste à mener une grande réflexion collective à la fois sur le zonage, ses possibilités et ses limites, les autorisations et la réglementation sur l'artère commerciale et les stratégies à mettre en oeuvre pour que se déploie la nouvelle image de la rue Sainte-Catherine Est. Le rapport Bellemare (Bellemare, Cossette et Proulx-Cormier, 2016 : 2) « (...) trace alors un portrait de la situation actuelle sur la rue Sainte-Catherine [Est] et propose une stratégie en trois axes afin de revitaliser la rue, de la faire revivre en fonction des aspirations des personnes qui y évoluent au quotidien et des idées de ceux [et celles] qui l'imaginent autrement ».

Ainsi, comme le montre le rapport de Bellemare et ses collègues, les nombreuses activités de consultation menées auprès de la population et des commerçant.e.s entre les mois de mars et octobre 2015 ont permis de poser un regard sur la situation de la rue Sainte-Catherine Est entre les rues Moreau et Pie-IX (Figure 7).

Figure 7 - Affiche d'invitation aux activités de consultation du printemps 2015



Fig 7 : Invitation « Que deviendra ta Sainte-Catherine ? »

Réalisée par Marie-France Bellemare et LTQHM

Parallèlement au chantier de réflexion et de consultation mené par Marie-France Bellemare, LT-QHM invite les citoyen.ne.s du secteur à maintenir leur engagement en participant aux activités de ses comités de travail portant sur des thématiques telles que le verdissement, l'éclairage, la vie de quartier et la cohabitation sociale (Bernier, 2016). On cherche alors à maintenir le processus de mobilisation citoyenne qui est amorcé dans le but de produire et de présenter des résultats qui sont perceptibles chez ces dernier.e.s. « Une fête de voisinage mettant en collaboration des résidents, des organismes et des commerçants est organisée en septembre 2015 » (Bernier, 2016 : 136), créant ainsi une occasion et un contexte propices aux échanges.

Les membres du CoCo et les partenaires du CLR réfléchissent également de concert avec le service d'urbanisme de l'arrondissement MHM et le GRT Bâtir son quartier afin de procéder à une modification importante des règlements d'urbanisme et de zonage pour faciliter l'intégration et la mixité entre la vocation commerciale de la rue Sainte-Catherine Est et l'implantation de nouveaux logements le long de l'artère commerciale, tels qu'ils sont développés notamment par la SHAPEM pour en faire des logements sociaux (Marceau, 2017)<sup>10</sup>.

Un projet-pilote est lancé à l'été 2015 afin de répondre aux problèmes identifiés par la population locale en matière de malpropreté de l'espace public, mais aussi de cohabitation sociale difficile et tendue avec les personnes marginalisées. Le projet de la Brigade verte voit le jour dans un contexte de conjugaison des expertises alors peu mobilisées au sein de la RUI Hochelaga, à savoir les organismes qui travaillent avec les personnes aux prises avec des dépendances aux substances. L'approche préconisée est de créer des liens et une action concertée pour que la revitalisation urbaine soit la plus inclusive possible, sachant qu'elle peut produire davantage d'exclusion et un déplacement des personnes les plus vulnérables (Ghaffari, 2020; Lartigue, 2021; Sterlin et Trussart, 2022).

Enfin, tout comme l'a montré le projet du Lien vert, de nombreux acteurs ont rejoint la démarche de revitalisation de la rue Sainte-Catherine Est (momentanément pour certains, durablement en tant que membre du CLR pour d'autres). Pensons par exemple à des organismes communautaires qui ont pignon sur la rue Sainte-Catherine E. tels que Dopamine et GCC La Violence qui ont notamment organisé des rencontres avec des personnes qui utilisent leurs services, ou Atelier Créatifs Montréal (ACM) qui s'est joint aux discussions du CLR et du CoCo pour développer conjointement avec la Société de développement commercial (SDC) une stratégie pour investir l'ancien Centre local d'emploi (CLE) alors inoccupé pour y développer un projet de locaux d'artistes et d'artisans abordables.

---

<sup>10</sup> D'ailleurs, un important projet mené par la SHAPEM visait également à transformer un bâtiment qui était utilisé par le crime organisé pour le reconvertir en logements sociaux pour la population du quartier. Le projet est couvert par Radio-Canada : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1031697/fumerie-crack-house-reconvertie-logements-lutte-itinerance-hochelaga>

## La Brigade verte - 2015 à aujourd'hui

S'il faut rappeler l'importance du vivre ensemble, c'est bien à travers le projet de la Brigade verte<sup>11</sup> qu'on retrouve l'essence de la collaboration et de la valorisation des personnes vulnérables du quartier Hochelaga (Figure 8). Ce projet, né en 2015, a été renouvelé à chaque année pour montrer toute l'importance de tisser des liens entre les commerçant.e.s, les citoyen.ne.s et les personnes marginalisées qui fréquentent l'espace public. Afin de réduire les tensions, l'incompréhension et les préjugés vis-à-vis ces dernières, le projet de la Brigade verte a fait naître un sentiment d'appartenance, l'accès à des compensations financières et un lien de confiance mutuel entre différents groupes sociaux qui autrement, n'auraient pas eu d'opportunité d'entrer en contact. Le projet de la Brigade verte stimule ainsi l'entretien de l'espace public et la plantation de végétaux grâce à la contribution de personnes vulnérables. Ce projet est maintenant pérenne parce que l'arrondissement MHM le finance et l'organisme Dopamine le coordonne entièrement.

Figure 8 - La Brigade verte



Fig 8 : La Brigade verte

Réalisée par YQQ

---

<sup>11</sup> Pour en savoir davantage sur la Brigade verte : <https://www.ltqhm.org/rui-hochelaga/la-brigade-verte>

## H-M pour tous - 2016-2017

Suite à de nombreuses critiques émises à l'égard des actions et des projets non destinés directement aux personnes les plus vulnérables du quartier, et compte tenu des tensions devenues palpables dans le quartier entre les différents groupes sociaux, la RUI Hochelaga a initié le projet H-M pour tous en collaboration avec des membres du CLR dont Tandem (maintenant le programme en sécurité urbaine Prévention Montréal dont l'organisme L'Anonyme est partenaire).

Le projet H-M (Figure 9) pour tous visait essentiellement à réduire les frictions entre les commerçant.e.s, les citoyen.ne.s, les personnes vulnérables, les personnes qui consomment des substances et les travailleuses du sexe puisque toutes et tous vivent de l'insécurité. Le projet H-M pour tous a été développé dans un esprit de cohabitation et de collaboration entre les différents acteurs et groupes sociaux. Il s'appuie sur l'importance d'assurer une sécurité à toutes et tous et de maintenir des liens cordiaux pour apprendre à vivre ensemble malgré les différences. Malheureusement, le projet a connu plusieurs défis, dont un manque de financement qui en a précipité l'arrêt au bout d'une année d'existence.

**Figure 9 - Activité au Square Dézéry**



**Fig 9 : H-M pour tous**  
Réalisée par LTQHM

## L'animation du Square Dézéry et son aménagement futur - 2016 à aujourd'hui

Faisant partie indirectement du Lien vert et en composant en quelque sorte le point final du parcours, le Square Dézéry est considéré comme un lieu de rassemblement où sont tenues de nombreuses activités culturelles et sportives. La vision de départ était de réaménager le Square Dézéry avec les budgets de Quartier intégré et de l'animer avant et après les travaux afin d'y accroître le sentiment de sécurité.

Les équipes de la RUI Hochelaga et de ses partenaires ont réalisé une importante démarche citoyenne pour réfléchir à l'aménagement, mais les travaux prévus ont été repoussés à de nombreuses reprises. Le réaménagement sera réalisé prochainement. Depuis 2016, la RUI Hochelaga organise des activités telles que du yoga, un cinéma en plein air, des activités sportives et de l'animation pour les familles du quartier (Figures 10).

**Figure 10 - Activité au Square Dézéry**



**Fig 10 : Square Dézéry**

Réalisée par LTQHM

La programmation des activités qui s’y tiennent est renouvelée chaque année avec des activités pour petits et grands (Figure 11), en vue de son réaménagement futur qui est actuellement inscrit dans la planification du service de l’urbanisme de l’arrondissement MHM. Le parc devrait être réaménagé de manière permanente dans les prochaines années.

**Figure 11 - Activité au Square Dézéry**



**Fig 11 : Square Dézéry**  
Réalisée par LTQHM

## Le réaménagement du parc Sarah-Maxwell - 2016-2017

Longtemps considéré comme un parc inhospitalier et dont l'aménagement créait un sentiment d'insécurité, le parc Sarah-Maxwell (Figure 12), autrefois nommé le parc Dézéry-Lafontaine, a fait l'objet d'une réflexion et d'un réaménagement complet pour en faire un lieu d'appropriation par les citoyen.ne.s du quartier. C'est par l'effort conjoint de la RUI Hochelaga et de l'arrondissement MHM que le parc Sarah-Maxwell est devenu un lieu fréquenté pour le quartier et pour les travailleur.se.s de l'usine Lallemand, située à un jet de pierre du parc.

Comme l'indique Réal Ménard, ancien maire d'Hochelaga-Maisonneuve,

« Ce projet fait partie de la démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) menée dans Hochelaga, qui encourage l'utilisation et l'appropriation des parcs et des espaces publics par les citoyen[.ne.]s (...). Dans une optique de développement durable, plusieurs arbres ont été plantés dans le parc et la place, pour diminuer les îlots de chaleur et des éléments de mobilier urbain ont été recyclés. » (Métro, 2016)

Enfin, le parc Sarah-Maxwell constitue par ailleurs une pièce maîtresse du Lien vert en étant le point de départ (ou de point d'arrivée selon la direction par laquelle il est emprunté); dépositaire de l'une des nombreuses murales qui jalonnent les murs du secteur, dont plusieurs sur le parcours qu'offre le Lien vert.

**Figure 12 - Parc Sarah-Maxwell**



**Fig 12 : Parc Sarah-Maxwell**

Réalisée par Dominic Morissette

## **Le PRAM-Est – Sainte-Catherine Est, rue des créateurs - 2016-2017**

Le Programme de Revitalisation des Artères Montréalaises de l'Est (PRAM-Est) est mis en place dans Hochelaga-Maisonneuve en 2016. Il visait principalement à revitaliser les zones et parcs industriels de l'Est, à attirer et retenir des entreprises sur le territoire, à encourager l'adoption par les entreprises de pratiques s'inscrivant dans une démarche de développement durable, à promouvoir l'Est de Montréal ainsi qu'à valoriser et renforcer l'économie sociale. Dans son bilan déposé en 2017, la Société de développement commercial Hochelaga-Maisonneuve (SDC HM) revient entre autres sur les accomplissements majeurs de cette subvention, par exemple, la transformation de l'identité commerciale de la rue Sainte-Catherine Est suite aux divers travaux et initiatives menés (entre autres par Marie-France Bellemare entre 2015 et 2016) mais surtout, les modifications apportées au règlement d'urbanisme permettant les ateliers artistiques de petites fabrications. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un projet directement porté par la RUI Hochelaga elle-même, ce programme de revitalisation, soutenu par LTQHM, la SDC HM et les Ateliers créatifs Montréal (ACM) visaient principalement à l'appuyer et à la soutenir. Que ce soit par les discussions qui ont été menées et entretenues entre les partenaires du CLR, les personnes responsables du développement commercial de l'arrondissement MHM, les partenaires clés tels que la SDC HM et ACM ou encore par la mise en place d'une foule de projets et d'initiatives, on assiste à la création d'une nouvelle identité commerciale propre à la rue Sainte-Catherine Est qui stimule l'implantation d'une communauté d'artistes, d'artisans et de créateurs qui désirent démarrer des projets entrepreneuriaux de type atelier-boutique. Ainsi, la vision du développement commercial en plus du rachat et la transformation de l'ancien Centre local d'emploi (CLE) par ACM pour en faire des ateliers d'artistes/artisans sur la rue Sainte-Catherine Est sont au cœur du renouveau de l'ancienne artère commerciale, de son embellissement et de son entretien. On peut compter parallèlement à ce projet celui de la Brigade verte qui vise à conjuguer les efforts de cohabitation sociale, d'entretien et de verdissement de la rue Sainte-Catherine Est.

## **Les Assises sur la gentrification - 2017**

On ne peut évidemment pas passer sous silence les impacts délétères de la revitalisation puisque celle-ci contribue indirectement à l'embourgeoisement - et donc la gentrification - des quartiers centraux de Montréal. Il s'agit évidemment d'un sujet majeur au sein des discussions lors des rencontres des partenaires du CLR et ce depuis son existence et bien avant l'arrivée de la RUI dans le quartier Hochelaga. En effet, plusieurs acteurs critiquent les projets de la RUI Hochelaga, leur reprochant de contribuer à la transformation du quartier et à son attractivité, créant ainsi un effet d'accélération du processus de gentrification. Devant de telles critiques, la RUI Hochelaga admet qu'elle peut avoir effectivement une part de responsabilité dans le processus de gentrification, sans pour autant y jouer un rôle central ni vouloir y contribuer directement. Ce faisant, LTQHM se lance dans l'organisation d'activités de recherche en collaboration avec l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et l'arrondissement MHM pour examiner le phénomène de la gentrification dans le quartier Hochelaga.

C'est le 7 mai 2017 qu'ont alors lieu les Assises sur la gentrification, organisées par LTQHM, en collaboration avec l'arrondissement MHM et d'autres partenaires du quartier Hochelaga. L'événement qui se déroule au Chic Resto-Pop permet de présenter les résultats des travaux de recherche qui ont été menés pour mieux comprendre la gentrification dans le quartier (Figure 13). Cet événement soulèvera un tollé au sein de manifestant.e.s qui se massent aux portes du Chic Resto-Pop pour marteler leur indignation (Figure 14). Or, il s'agissait d'un événement organisé dans le but d'ouvrir une réflexion collective et d'en apprendre davantage sur le phénomène pour le démystifier et proposer des réponses collectives afin de « revitaliser sans chasser ». Il est important de rappeler que durant la même période, le quartier Hochelaga est touché par une vague d'actes de vandalisme qui ciblait certains commerces accusés d'être pionniers dans la gentrification du quartier<sup>12</sup>.

**Figure 13 - Les Assises sur la gentrification - Animation au Chic-Resto Pop**



**Fig 13 : Les Assises sur la gentrification**

Réalisée par Mélanie Dusseault/arrondissement MHM

---

<sup>12</sup> Comme le rapporte Radio-Canada, l'année 2016 est le théâtre de vives tensions dans le quartier Hochelaga. Des actes de vandalisme attisent le débat public sur la question de la gentrification, avec des groupes militants qui prennent position : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1002605/vague-de-vandalisme-dans-hochelaga-maisonneuve>

Les Assises sur la gentrification constituent dans ce contexte un exercice à la fois scientifique et pragmatique pour connaître les facteurs et les sources de la transformation du quartier, d'en cibler des indicateurs et de formuler des recommandations pour t préserver la mixité sociale (Ménard et Roy, 2017). Au final, les Assises sur la gentrification ont permis de produire une riche documentation qui devaient être appréciées par les élu.e.s politiques pour mettre en place des actions structurantes dans le quartier. Le changement de garde politique suite aux élections municipales de 2017 ne permettront pas de donner une suite significative pour que des actions soient mises en place en s'appuyant sur les rapports produits dans le cadre des Assises sur la gentrification (Sénécal et Vachon, 2016; Lessard et al., 2017; Maltais, 2017ab; Sénécal et Hamel, 2017; Vachon et al., 2017). D'ailleurs, encore aujourd'hui, des citoyen.ne.s questionnent les élu.e.s politiques quant à l'avenir des recommandations qui émanent des travaux et des suites à leur donner pour préserver la mixité sociale dans le quartier.

Enfin, il importe de mettre en évidence que c'est un peu avant les Assises sur la gentrification que le Comité hochelagien de lutte anti-gentrification (CHLAG)<sup>13</sup> se fait connaître au sein de la population en général. En effet, CHLAG devient un acteur incontournable pour informer et mobiliser la population quant aux enjeux que pose la gentrification. S'il prend position ouvertement contre la gentrification, il invite néanmoins à une réflexion plus globale en mettant en examen les différentes actions qui contribuent à transformer le quartier, qu'elles soient politiques ou réalisées par des acteurs privés (commerçant.e.s, promoteurs immobiliers, etc.). CHLAG se propose par ailleurs d'éplucher les thématiques en lien avec la gentrification en revisitant les thèmes de l'embourgeoisement, de la mixité sociale, de la créativité et de l'authenticité, etc. Enfin, il faut considérer combien un acteur comme CHLAG est porteur d'un regard critique par rapport à la transformation du quartier et agit ainsi comme contre-poids au discours dominant.

---

<sup>13</sup> Pour en savoir davantage et consulter les textes qui ont été publiés, on peut consulter la page de CHLAG : <https://chlag.info>

## Figure 14 - Les Assises sur la gentrification - Manifestation au Chic-Resto Pop



**Fig 14 : Les Assises sur la gentrification**

Réalisée par Mario Beaugard/Journal Metro

### Le Carré de sucre - 2018

À l'été 2018, entre les 31 juillet et 22 septembre, la RUI Hochelaga renoue avec son désir de se rapprocher des citoyen.ne.s du secteur qu'elle dessert en exposant ses réalisations et en invitant la population à fréquenter le site prêté par Sucre Lantic Inc. situé sur la rue Sainte-Catherine Est, à l'angle de l'avenue Jeanne-d'Arc. Le Carré de sucre (Figure 15) est aménagé aux abords de la rue Sainte-Catherine Est, en collaboration avec les partenaires du CLR tels que Le Boulot vers..., Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur (YQQ), Le Comité et la SDC HM, afin de mettre en valeur les travaux réalisés jusqu'à présent par la RUI Hochelaga et pour lui permettre d'être visible dans l'espace public sur un site fortement convoité par la communauté pour y développer des projets, notamment de logements sociaux. L'objectif consistait alors à présenter un premier bilan<sup>14</sup> des projets phares de la RUI Hochelaga en plus de leur faire découvrir un important projet

---

<sup>14</sup> Voir également l'article de Nicolas Ledain (2018) : <https://journalmetro.com/actualites/montreal/1463895/cinq-ans-de-bons-coups-pour-la-revitalisation-du-quartier/>

de réhabilitation du secteur et d'un bâtiment patrimonial appartenant à Sucre Lantic inc. par le Boulot vers... pour en faire un projet communautaire destiné aux jeunes à risque de décrochage scolaire et vivant de l'isolement<sup>15</sup>.

**Figure 15 - Le Carré de sucre**



**Fig 15 : Le Carré de sucre**

Réalisée par LTQHM

Durant cette période, les visiteur.se.s ont pu en savoir davantage sur les initiatives déployées dans le quartier en plus d'échanger avec les représentant.e.s de la RUI Hochelaga et des partenaires du CLR qui étaient présent.e.s sur le site. Les visiteur.se.s ont pu déambuler entre une aire d'accueil munie de kiosques, de tables et de bancs, un terrain de pétanque et des jeux extérieurs, un jardin d'agriculture urbaine en libre accès et une exposition des différentes réalisations de la RUI Hochelaga sous forme de photos et d'affiches. Les personnes qui ont fréquenté le site ont également été invitées à faire part de leurs suggestions pour imaginer la suite des projets de la

---

<sup>15</sup> Malheureusement, ce projet ne verra jamais le jour en raison de complication administrative et du coût important relié à la décontamination du site.

RUI Hochelaga et proposer leur vision pour dégager les priorités des années suivantes. Ce sont, au total, près de 250 personnes qui ont contribué à cette réflexion. Ajoutons que plusieurs critiques ont été adressées à ce projet dans la continuité des Assises sur la gentrification et la transformation de l'identité de la rue Sainte-Catherine Est. Des actions de revendications et de mobilisation ont donné lieu à certains compromis afin que le terrain accueille des initiatives anti-gentrification et agisse à titre de vitrine pour des revendications en matière de logement social (Figure 16) dans le quartier Hochelaga et le long de la rue Sainte-Catherine Est.

**Figure 16 - Revendications pour le logement social au Carré de sucre**



**Fig 16 : Revendications - Carré de sucre**

Réalisée par LTQHM

## Les murales et les expositions photos - 2016 à 2019

Au fil des années, de nombreuses murales<sup>16</sup> ont fait leur apparition dans les espaces publics du quartier afin d'illustrer différents aspects de la vie quotidienne ou encore pour honorer la mémoire de personnages emblématiques. Les murales reprennent tour à tour des moments importants de l'histoire du quartier, des bâtiments emblématiques et des scènes de la vie de ses habitants.e.s. Ces murales ont été réalisées en collaboration avec plusieurs artistes d'A'Shop et de Kolab. Plusieurs oeuvres se retrouvent le long du tracé du Lien vert (Figure 17)

**Figure 17 - Art mural**



**Fig 17 : Exemple d'art mural réalisé dans le quartier Hochelaga**

Réalisée par Michel Roy et LTQHM

---

<sup>16</sup> Pour consulter la liste des murales : <https://www.ltqhm.org/rui-hochelaga/les-murales>

## **Forum citoyen : pour un Pôle familial à notre image - 2019-2020**

Le Pôle familial compte parmi les trois secteurs sensibles du sud-ouest du quartier Hochelaga avec la zone industrielle près de la rue Moreau et l'ancienne artère commerciale le long de la rue Sainte-Catherine Est. Il se démarque en effet par la présence plus importante de familles et d'une concentration d'organismes qui offrent des services aux familles du quartier Hochelaga.

On y retrouve plusieurs équipements collectifs dont l'école Hochelaga, toujours fermée et vacante, le parc Hochelaga, la piscine Pierre-Lorange, la bibliothèque Hochelaga et le Lien vert. Un projet de centre communautaire dans le secteur a fait partie des discussions durant plusieurs années sans pour autant voir le jour dans le secteur. On a même imaginé la relocalisation du Centre communautaire Hochelaga (CCH) pour l'inclure dans la réflexion plus grande sur le réaménagement du Pôle familial.

Le projet du Pôle familial devait coïncider avec des investissements importants visant l'ouverture d'un centre de loisir au parc Hochelaga et, éventuellement, la réouverture de l'école Hochelaga. La RUI Hochelaga mène alors un processus de consultations publiques dès octobre 2019 afin de sonder les organismes et les citoyen.ne.s sur l'avenir de l'école, les besoins dans le secteur et leurs préoccupations.

Des consultations publiques et citoyennes ont été organisées le 22 février 2020 afin de tenir un forum citoyen sur les scénarios d'aménagement. Trois dimensions centrales ont été mises en questions pour obtenir le point de vue des personnes qui ont participé au sondage : l'aménagement du parc Hochelaga et la sécurité urbaine, l'aménagement de l'école Hochelaga, l'aménagement d'un centre de loisir.

Selon le sondage qui avait été réalisé, quatre interventions souhaitées se dégagent pour rendre le parc Hochelaga et ses environs plus sécuritaires. Il s'agit de mesures d'apaisement de la circulation, de plus d'intervenant.e.s de rue, d'une amélioration de la propreté et d'une amélioration de l'éclairage. En plus d'intervenir en matière de sentiment de sécurité, des incitatifs pour augmenter la fréquentation du parc Hochelaga ont été ciblés, à savoir un meilleur entretien du parc, des toilettes disponibles, l'ajout de tables à pique-nique et des bancs, des équipements sportifs ainsi que l'animation de l'espace et l'ajout de modules pour enfants. Concernant l'École Hochelaga, les participant.e.s misent sur une cour d'école verte, une plus grande luminosité, une serre intérieure et un potager d'agriculture urbaine ainsi qu'une cafétéria qui sert des repas équilibrés et santé et un grand gymnase. Enfin, en ce qui concerne la planification d'un futur centre de loisirs, les participant.e.s ont mentionné l'importance d'un accès aux activités gratuit ou à prix modiques, l'accès à une salle de sport et un espace pour tenir des événements locaux et culturels. S'ajoutent aussi le souhait d'un espace pour pratiquer l'agriculture urbaine et tenir des rassemblements conviviaux. On souhaite par ailleurs que certains espaces puissent être facilement loués. Il se dégage un consensus autour de l'idée que le centre de loisirs devrait être construit à proximité des installations existantes telles que l'école Hochelaga et la piscine Pierre-Lorange.

Malgré les initiatives déployées par la RUI Hochelaga dans le cadre de ce projet, les conclusions n'indiquent pas pour l'instant de projets ou de chantiers qui verront le jour prochainement.

### **Hochelaga à ciel ouvert - 2020**

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un projet strictement associé aux travaux de la RUI Hochelaga, Hochelaga à ciel ouvert (Figure 18) constitue une réponse de LTQHM aux critiques relatives au manque d'importance accordée aux personnes les plus vulnérables du quartier. Si les groupes de défense de droits ont martelé l'importance de ne pas contribuer à la gentrification du quartier mais à développer des actions en faveur des populations les plus vulnérables, c'était notamment pour rappeler la volonté première de la philosophie d'action de la RUI Hochelaga et de LTQHM.

**Figure 18 - Hochelaga à ciel ouvert**



**Fig 18 : Hochelaga à ciel ouvert**

Réalisée par LTQHM

Avec les projets tels que H-M pour tous, la Brigade verte et plus récemment Hochelaga à ciel ouvert, l'accent est mis sur l'importance de la cohabitation sociale dans le quartier, la valorisation des personnes qui fréquentent des organismes partenaires et qui souhaitent s'impliquer dans le quartier.

Hochelaga à ciel ouvert offre à cet effet une vitrine particulièrement percutante par de courtes vidéos réalisées dans le quartier qui présentent des portraits multiples de personnes qui vivent et fréquentent le quartier Hochelaga, en plus de mettre en lumière l'étendue des services qu'on peut y trouver. Ces courtes capsules<sup>17</sup> présentent des réalités vécues par des personnes oeuvrant dans des organismes du quartier qui offrent des services et proposent des solutions pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables. Des entrevues sont présentées dans un contexte de crise sanitaire en donnant une voix à différentes personnes, dont certaines qui ont vécu au campement Notre-Dame.

Comme l'expliquait Chloé Tanguay, chargée de projets Vivre ensemble de LTQHM, Hochelaga à ciel ouvert met en vedettes des personnes vulnérables du quartier, dont des ex-occupant.e.s du campement Notre-Dame, des citoyen.ne.s ainsi que des travailleurs et des travailleuses des organismes communautaires du quartier (Paré, 2021). Avec le campement Notre-Dame, ce qui ressortait « (...) c'était beaucoup un sentiment de faire face à une détresse humaine au quotidien et un sentiment d'impuissance » (Paré, 2021) et les vidéos permettent dans ce contexte de mettre un visage sur les personnes vulnérables qui vivent dans le quartier et de défaire certains préjugés à leur égard.

Hochelaga à ciel ouvert c'est donc avant tout une démarche de terrain qui met en images - et en vidéos - des réalités plurielles moins bien connues de la population en général et qui tente de capter les enjeux auxquels fait face le quartier Hochelaga en abordant la crise de Covid-19 pour rappeler combien ceux-ci se sont multiplier et complexifier, à la fois avec et sans la crise sanitaire.

## **6. Mise sur pause des activités de la RUI Hochelaga**

Évidemment, on ne peut passer sous silence la période pandémique qui a affecté l'ensemble des activités de la RUI Hochelaga qui s'est vue limitée à un budget d'urgence. Avec la crise sanitaire, les activités de la RUI Hochelaga ont été interrompues. L'arrondissement MHM a toutefois financé plusieurs activités vouées à freiner la propagation de la Covid-19. La RUI Hochelaga s'est alors tournée vers la mobilisation et les activités sur le terrain pour distribuer des masques et faire de la sensibilisation dans le quartier. Ainsi, les ressources de la RUI Hochelaga ont été mobilisées sur le terrain pour aider aux mesures d'urgence qui ont été mises en place.

## **7. Les contributions des partenaires**

Les contributions des partenaires locaux sont indéniables et montrent le leadership de l'équipe de coordination de la RUI Hochelaga. On oublie parfois combien il est difficile de mobiliser des acteurs tels que les commerçant.e.s et les acteurs privés et issus du monde des affaires. Ce type

---

<sup>17</sup> Pour visionner les capsules de la série Hochelaga à ciel ouvert : <https://www.youtube.com/watch?v=JV2Qe94w-TKA>

d'acteurs n'est pas nécessairement inclus dans les démarches de revitalisation plus larges que la revitalisation d'artères commerciales ou de secteurs industriels. Dans le cas de la RUI Hochelaga, des acteurs tels que Lallemand et le concessionnaire automobile Goyette ont participé aux actions dans un esprit de compromis pour apporter une contribution à la communauté.

En effet, ces citoyens corporatifs du quartier se sont impliqués dans la communauté d'Hochelaga et ont apporté leurs contributions tout au long de la démarche de revitalisation. À ce titre, on observe par exemple que l'entreprise Lallemand s'est impliquée dans le verdissement à l'entrée principale du bâtiment située sur la rue Préfontaine afin d'inaugurer la Place des réceptions et souhaite par ailleurs s'investir dans des projets de verdissement autour de l'usine dans les années à venir.

On peut également mentionner l'implication du concessionnaire automobile Goyette qui a participé aux rencontres du CLR de la RUI Hochelaga depuis les débuts. Dans un article de *La Presse* de 2016, Katia Gagnon dépeint l'esprit de compromis qui a régné à plusieurs égards entre les citoyens corporatifs et la population du quartier. Ainsi, désirant mettre en vente la concession automobile et son terrain, M. Goyette souhaitait définir les orientations de cette transformation importante. L'acheteur souhaitait alors le transformer en projet de condominiums et ce faisant, M. Goyette s'est impliqué au CLR afin de nourrir la réflexion en lien avec les besoins du quartier<sup>18</sup> et pour que soient inclus des logements sociaux au projet immobilier<sup>19</sup>.

Évidemment, si un esprit de compromis est souligné par Gagnon (2016), il importe néanmoins de rappeler les inquiétudes nées d'un tel projet mastodonte sur la rue Sainte-Catherine Est par ses impacts sur le tissu social et le changement populationnel des prochaines années dans le secteur le plus vulnérable du quartier.

Malgré tout, l'expérience montre que c'est l'existence et la mise en place d'espaces de concertation par LTQHM et la RUI Hochelaga qui ont permis des discussions, des échanges - même si parfois virulents - entre les acteurs afin d'établir des compromis et trouver des consensus parmi les participants. D'ailleurs, il a longtemps été question de la finalité du projet des condominiums OSHA et l'absence de sa portion de logements sociaux si la participation du propriétaire de la concession automobile n'avait pas été sensibilisé par les autres acteurs communautaires du quartier. Il est important de noter que c'est là, en quelque sorte, la valeur ajoutée d'une concertation qui offre des espaces pour échanger et porter un regard critique sur les projets qui sont développés sur le territoire.

---

<sup>18</sup> Dans son texte, Katia Gagnon présente le compromis qui a été établi entre le concessionnaire automobile et les besoins en matière de logements sociaux dans le secteur sud-ouest du quartier Hochelaga : <https://plus.lapresse.ca/screens/dd6032b2-567c-4975-9af3-d50c8e02e6dc%7C1vxzTgiE9j3V.html>

<sup>19</sup> Le projet immobilier du concessionnaire Goyette est controversé dans le contexte de l'époque - et actuel - où la gentrification et ses effets sont décriés par de nombreux acteurs du quartier, en plus des groupes militants anti-gentrification. Un article paru dans *Vice* met en évidence certains enjeux qui sont soulevés par le projet immobilier : <https://www.vice.com/fr/article/53ngda/deux-militants-antigentrification-nous-expliquent-ce-qui-ne-va-pas-a-hochelag>

En plus des partenaires tels que Lallemand et le concessionnaire Goyette, d'autres nombreuses contributions ont transformé durablement le paysage du secteur sud-ouest. On peut penser notamment aux nombreux gains en matière de logements sociaux avec les logements de L'Avenue destinés aux jeunes à risque de vivre une situation d'itinérance, au bâtiment racheté et transformé par L'Anonyme pour offrir du logement à haut seuil d'acceptabilité, au bâtiment de la SHAPEM, notamment au coin des rues Dézéry et Sainte-Catherine Est<sup>20</sup>. Ces trois projets ont tous été réalisés sur la rue Sainte-Catherine Est pour lutter notamment contre l'effritement des maisons de chambre du secteur et pour reloger des personnes vulnérables.

## **8. Le rayonnement et les représentations**

La RUI Hochelaga s'est impliquée par le biais de son coordonateur et de la direction générale de LTQHM dans une panoplie de représentations dans différentes instances, notamment auprès de la communauté de pratiques du Regroupement des RUIs de Montréal, du Réseau Québécois de Revitalisation Intégrée (RQRI), a participé à la Conférence internationale « Participation sans exclusion » organisée par l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) ainsi qu'aux consultations publiques de l'arrondissement MHM.

## **9. Des tensions fécondes**

Bien qu'ils ne s'agissent pas comme tels d'écueils, les divergences de points de vue en matière de revitalisation urbaine sont bien présentes et méritent certainement qu'on s'y attarde. Quand sont implantées des démarches de revitalisation, il n'est pas rare qu'elles suscitent à la fois méfiance et craintes. C'est parfois en raison de leur agenda, ou bien parce qu'elles visent à programmer des communautés ou à instrumentaliser des processus démocratiques afin de mettre en place des projets urbains qui ne sont pas à l'image des communautés dans lesquelles ils s'inscrivent. Plusieurs courants de pensée de la théorie urbaine ont d'ailleurs insisté sur l'importance des processus de délibération collective (Hamel, 2014) dans une perspective de décentralisation politique (Blondiaux et Sintomer, 2009) et une analyse visant à servir adéquatement les besoins et les aspirations des communautés (Beauregard, 1998, Innes; 2004; Fainstein, 2010) par la mise en place de « dispositifs de l'émancipation » devant les inégalités observées et les luttes qui sont menées (Ferrarese, 2015). Plusieurs en appellent donc à l'exercice d'une « vigilance citoyenne » et rappellent le droit d'exiger des comptes aux responsables publiques et aux autorités administratives (Carrel, 2006).

Dans le quartier Hochelaga, les divergences de point de vue en matière de revitalisation concernent particulièrement les enjeux de la gentrification, du changement populationnel programmé et souhaité par des acteurs qui sont pris pour cibles, tels que l'administration publique,

---

<sup>20</sup> D'ailleurs, les logements de L'Avenue (3911), de L'Anonyme (3629) et de la SHAPEM (3207) sont d'anciens lieux de vente et de consommation de la rue Sainte-Catherine Est. Ils ont été transformés pour venir en aide aux populations vulnérables qui y logent actuellement.

de concert avec des acteurs privés et la SDC HM. Les divergences des points de vue concernent également les relations parfois tendues envers les populations vulnérables et marginalisées du quartier. Si les enjeux défendus par les différents camps sont portés à travers des discours qui s'affrontent dans l'espace public, y compris dans les réseaux sociaux et les médias en ligne, il en va de même pour les espaces destinés à faire entendre les voix qui s'élèvent au sein de la communauté.

On a souvent tendance à répudier les confrontations directes et les échanges musclés de peur qu'ils fassent dérapier des processus en portant atteinte au décorum, aux personnes qui participent à des rencontres de concertation et aux principes même de la démocratie locale. Or, ces tensions fécondes (Boucher, 2021) ont le mérite d'avoir révélé quelques-unes des forces vives du quartier Hochelaga et de faire ressortir les enjeux qui sont défendus par les uns et les autres. Ces tensions fécondes ont le potentiel d'assurer une vigilance citoyenne et de mettre en examen les « problèmes publics » des décideurs publics et des groupes dominants. Ces tensions fécondes ont par ailleurs tendance à explorer collectivement les positions des acteurs de la communauté et à pousser plus loin les réflexions, les connaissances dont chacun d'eux dispose et à produire des prises de conscience et des transformations significatives permettant d'inscrire à l'agenda plus durablement les préoccupations qui sont soulevées. Pour le dire autrement, ces tensions fécondes contribuent à renforcer la démocratie locale et à promouvoir une plus grande hospitalité au sein des espaces dédiés à la concertation de quartier pour les voix singulières. C'est pour toutes ces raisons qu'il importe de rappeler dans ce bilan de dix ans de la RUI Hochelaga que les processus démocratiques ont été critiqués afin d'atteindre une plus grande représentation des différentes voix et différents courants de pensée du quartier. Il importe également de rappeler combien les différents acteurs - pour ou contre la revitalisation - ont pu accéder aux espaces d'échanges et de discussions afin de faire entendre leurs opinions et ainsi alimenter les réflexions. Il faut en ce sens admettre que la RUI Hochelaga et LTQHM ont montré une ouverture certaine aux différentes opinions, en adaptant les projets et en en mettant sur pied de nouveaux.

## **10. Instabilité et nouveaux programmes**

La RUI Hochelaga a connu quelques périodes d'instabilité, notamment en 2018 avec l'annonce de refonte complète du programme RUI par la Ville de Montréal. Ce passage entre le programme RUI et le QIR est ponctué de plusieurs tentatives pour réinventer le premier. Depuis 2019, la Ville de Montréal a laissé entendre qu'une nouvelle mouture du programme RUI ferait son apparition avec dans un premier temps, en 2020, le Programme montréalais de revitalisation des quartiers (PMRQ) et son changement de nom quelques mois plus tard pour devenir le Programme d'aménagement montréalais inclusif et durable (PAMID). La Ville de Montréal les désigne comme des annonces de mitigation, bien que ces deux programmes n'ont jamais vu le jour, laissant plutôt le programme RUI en place par un *statu quo* financier jusqu'en 2023.

La tentative d'une nouvelle configuration avec l'arrivée du PRMQ - et éventuellement du PAMID - visait précisément à répondre au manque de résultats probants, ni d'évaluation du processus ou des résultats entre 2003 et 2018. Or, la Ville de Montréal souhaite mettre en place une

culture de l'évaluation au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), d'où la nécessité d'un nouveau programme supplantant la RUI afin d'en évaluer ses effets<sup>21</sup>. Les changements apportés avec les nouveaux programmes amènent un renforcement de la participation citoyenne, notamment celle des personnes en situation de vulnérabilités dans toutes les étapes des projets.

L'objectif consiste aussi à maximiser l'effet de levier municipal en positionnant les projets au niveau de la direction de l'arrondissement, et non plus à celui du Service de la Diversité et de l'Inclusion sociale (SDIS) afin d'aller chercher des moyens financiers et des expertises plus importantes pour réaliser les projets. Il s'agit autrement dit d'une plus grande décentralisation de l'action, avec une responsabilité partagée entre la direction de l'arrondissement et les Tables de quartier pour la mise en oeuvre du nouveau programme. De cette co-responsabilité entre l'arrondissement et la Table de quartier, on retient surtout l'obligation de s'engager à travailler ensemble dans l'élaboration commune d'une stratégie. La Table de quartier se verrait alors détenir un plus grand leadership et l'identification de balises pour atteindre les objectifs fixés dans l'élaboration de la stratégie.

Il faut comprendre que cette annonce a semé un doute important au sein de la RUI Hochelaga - et pas seulement - en produisant une forte instabilité au niveau de l'avenir des démarches inscrites dans le tissu social et urbain des quartiers et des secteurs « RUI ». Par exemple, l'une des craintes tient à « tout l'aspect qualité de vie et les liens sociaux qu'on a aidé à bâtir dans les quartier, tout ça [pourrait être] laissé de côtés au profit, par exemple, de projets d'urbanisme purs » comme l'indique la RUI Hodge-Place Benoît dans Saint-Laurent. Même son de cloche du côté de la RUI Saint-Pierre à Lachine, qui estime que « si Saint-Pierre n'est pas du tout ciblé [pour un nouveau mandat de revitalisation], c'est sûr que ça va affecter les citoyen[.ne.]s et d'autres organismes avec lesquels on a des liens forts » (Lavoie, 2020).

La Ville de Montréal a présenté un bilan des constats et des apprentissages de ses expériences de RUI (Ville de Montréal, 2023) faisant état d'un manque de capacité pour transformer durablement les milieux vulnérables, d'une implication insuffisante et inégale du milieu municipal à l'échelle locale et d'un besoin d'un cycle de programmation bien balisé. Le diagnostic portant sur l'intervention municipale à l'échelle des quartiers montre un manque de priorité au niveau des interventions en fonction de l'équité territoriale, une approche d'intervention en silo et des budgets éclatés, une difficulté d'intégration des besoins des communautés locales aux projets structurants, une sur-sollicitation des acteurs du terrain et une lourdeur administrative rendant difficile son opérationnalisation.

Le nouveau programme des QIR entrera en vigueur progressivement dès 2024 avec l'annonce des trois secteurs témoins pour son implantation, à savoir le secteur Saint-Pierre dans l'arrondissement Lachine, le secteur Nord-Est dans l'arrondissement Montréal-Nord et le secteur Sainte-Marie dans l'arrondissement Ville-Marie. On regrette toutefois qu'il laisse en plan les démarches

---

<sup>21</sup> D'ailleurs, ce bilan de dix ans de la RUI Hochelaga n'en fait pas l'évaluation, mais permet de mettre en valeur les impacts de la RUI Hochelaga sur les plans aménagiste, social et démocratique.

initiées depuis plus de dix ans et qui, sans appuie financier, vont graduellement se fondre dans l'espace public et ne pourront plus agir sur leurs territoires respectifs.

## Troisième partie

Le bilan de dix années de la RUI Hochelaga permet de poser plusieurs constats qui méritent qu'on s'y attarde afin de connaître les retombées de la démarche, fournissant ainsi les bases d'une réflexion à plus long terme sur les transformations urbaines et sociales du quartier. Dans cette troisième partie du bilan, nous insistons sur un certain nombre d'apprentissages qu'il nous est possible d'apprécier afin d'envisager des pistes de réflexion.

### Constats

La démarche de RUI dans le secteur sud-ouest du quartier Hochelaga a produit des effets importants, tant sur le plan urbain qu'au niveau du dynamisme de la concertation des partenaires du milieu. Il serait mal avisé de ne considérer qu'une seule partie de ces effets puisqu'ils doivent être conjugués pour apprécier pleinement les résultats de la démarche de RUI du quartier. L'importante littérature qu'a produit la RUI Hochelaga durant ses dix années d'existence laisse des traces d'une grande qualité permettant de suivre pas à pas son évolution et ses ajustements. Cette littérature permet d'apprécier ses contributions et son rayonnement en démontrant par ailleurs toute l'importance de documenter une telle démarche.

Si nous revenons aux quatre axes d'intervention qui sont à l'origine des actions de la RUI Hochelaga, force est d'admettre combien les projets développés par la RUI Hochelaga depuis 2012 sont cohérents et alignés avec ceux-ci. L'accent qui a été mis sur la nature sociale de certains d'entre eux reflète l'étendue du débat et des discussions qui se sont tenus dans un contexte parfois tendu. Il demeure que la genèse de la démarche et les actions intermédiaires depuis le Forum de développement social local de 2010 ont toujours maintenu vivantes les priorités de quartier et les grands principes que s'était donné le CDLCHM. Ce faisant, l'expérience de la RUI Hochelaga constitue une transposition urbaine de ces grands principes et des priorités que le CDLCHM s'était donné dès 2010.

En termes de retombées, il importe de considérer l'expérience de la RUI Hochelaga comme un levier pour le déploiement et le renforcement du réseau d'acteurs qu'a permis la mise en place d'espaces de concertation tels que les comités de la RUI Hochelaga. Avec la crédibilité qu'acquiert avec le temps la RUI Hochelaga en tant qu'entité qui fédère des rencontres et stimule la participation et la mobilisation de ses partenaires, viennent des financements substantiels lui permettant de réaliser des projets concertés et structurants au sein du secteur sud-ouest (pensons notamment au projet du Lien vert), projets qui mobilisent plusieurs partenaires et stimulent leur engagement à poursuivre les travaux de la RUI Hochelaga et à les rejoindre dans les espaces de concertation qu'elle déploie.

De tels espaces de concertation contribuent à stimuler la participation des acteurs du quartier, et par le fait même de produire des effets (in)tangibles, à savoir le développement de plans d'action, d'activités et d'exercices participatifs et des actions concrètes, mais aussi des dynamiques de groupe qui déploient des rapports de pouvoir, de force et des échanges qui mettent en scène des

émotions (fortes), des critiques et des jeux d'alliance. Ces derniers éléments, davantage intangibles, sont néanmoins incontournables pour apprécier les résultats du travail de concertation bien au-delà de la transformation urbaine.

En effet, on peut notamment apprécier les effets (in)tangibles à travers deux dimensions que sont le développement et le renforcement de la démocratie locale qui elle se traduit notamment par une volonté de pousser plus loin l'inclusion urbaine à travers des projets de revitalisation. Ces projets, nous les connaissons maintenant, et nombre d'entre eux sont le fruit du déploiement et du renforcement du réseau d'acteurs au sein duquel la démocratie locale a fait l'objet d'un examen et d'une transformation. Il est ainsi question de réflexions de fonds sur les volontés d'action de la RUI Hochelaga et les fondements de celles-ci qui reposent sur la transformation urbaine par les acteurs de la communauté pour le bénéfice des personnes qui sont touchées par une pauvreté plus prononcée et plus concentrée, une dévitalisation sociale et économique du secteur dans lequel elles vivent.

## **1. Le déploiement et le renforcement du réseau**

Tout d'abord, en ce qui concerne plus précisément la RUI Hochelaga, Nicolas Bernier (2016) précisait les conditions gagnantes pour assurer le succès d'une démarche de revitalisation dans une publication dont la conclusion visait à apprécier les premiers résultats de la RUI Hochelaga après trois années d'activités. Il référait explicitement à la mise en réseau des acteurs et partenaires, la production de documents et d'intermédiaires, la captation des ressources et le renforcement de la légitimité des porte-paroles.

Si on peut affirmer que la mise en réseaux des acteurs est essentielle, il faut ajouter qu'il faut également miser sur le réseau qui se déploie dans l'espace et le temps d'une démarche de revitalisation. En effet, Bernier indique que les « enjeux sociaux, économiques et urbanistiques complexes sur lesquels la RUI tente d'agir nécessitent une collaboration d'acteurs locaux influents, provenant de secteurs multiples et apportant des expertises diversifiées » (Bernier, 2016 : 137). En ce sens, la mobilisation demeure à la fois la pierre angulaire et un levier pour la transformation sociale et urbaine; elle demeure également l'aspect le plus fragile dans un contexte de sur-sollicitation des acteurs du milieu, de pénurie de main d'oeuvre, d'appauvrissement des ressources financière et du financement des organismes. Difficile alors de pérenniser la mobilisation et d'assurer sa constance dans le temps. Sur ce plan, la RUI Hochelaga parvient néanmoins à maintenir des activités sur le terrain et une participation aux rencontres de ses deux comités.

## 2. La captation de ressources et les financements

La captation de ressources et le financement des actions de la RUI Hochelaga (Figure 19) relève à la fois du développement des partenariats, du déploiement du réseau, de la recherche de financement par le coordonateur de la démarche et du travail de documentation. À ce titre, la RUI Hochelaga s'en tire très bien avec une santé financière enviable qui agit comme levier pour des projets tels que le Lien vert, le projet pilote de la Brigade verte, les murales, etc. Tel que l'indique son coordonateur (2016 : 139) :

« [e]n moins de trois années d'activités, la RUI Hochelaga a pu obtenir des financements de 416 000\$ (IRM2025) et de 450 000 \$ (Quartier intégré) pour réaliser des projets répondant à des objectifs établis par le CLR. LTQHM a également obtenu un financement de 30 000\$ du programme Quartiers 21 (Ville de Montréal et Direction de santé publique de Montréal), pour travailler sur le volet de la mobilisation citoyenne aux projets d'aménagement de la RUI Hochelaga ».

Figure 19 - Mise en réseau d'acteurs et captation de ressources

### Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) de Hochelaga

Mai 2018

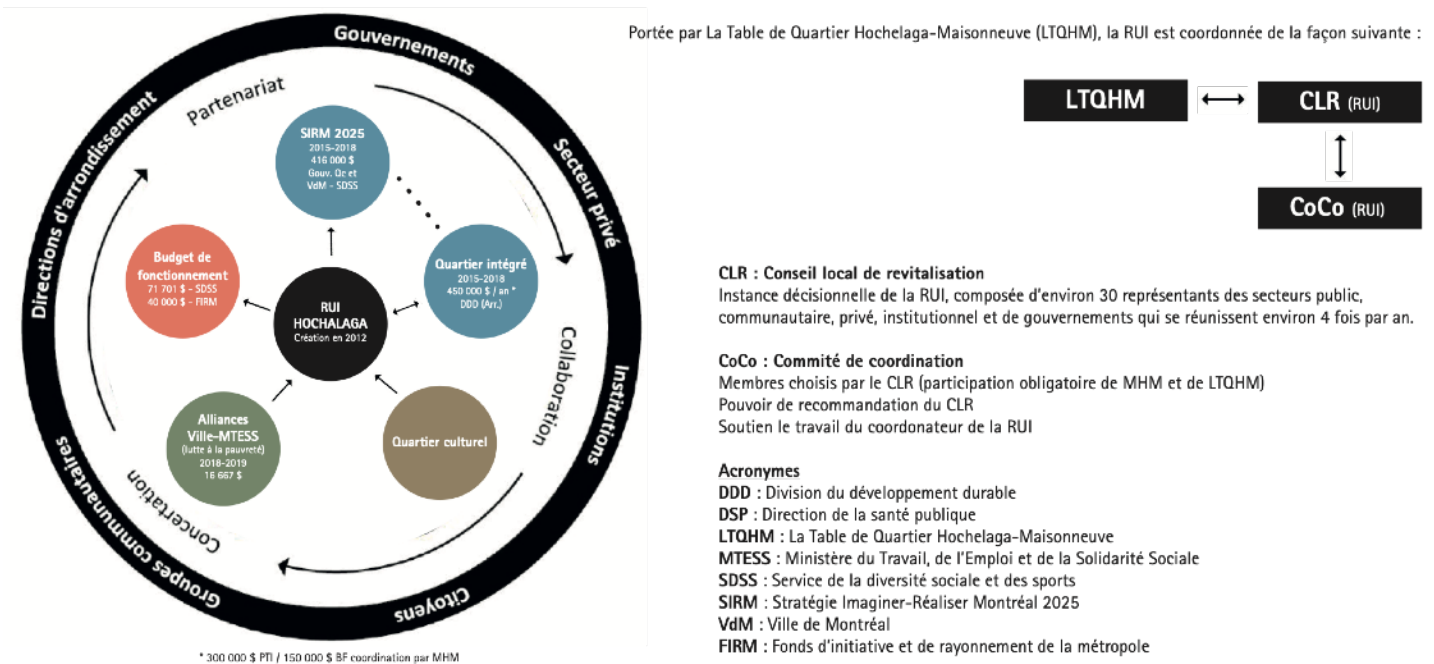


Fig 19 : Schéma financement RUI  
 Réalisée par LTQHM/arrondissement MHM

La RUI Hochelaga parvient efficacement à mobiliser différentes stratégies de financement pour atteindre ses objectifs et, le cas échéant, les traduire en projets structurants. C'est ainsi que plusieurs des projets phares de la RUI Hochelaga ont vu le jour, en tenant compte par ailleurs de la collaboration avec d'autres acteurs de la concertation qui ont apporté leurs contributions financières et leur appui. Il en va d'ailleurs de l'importante collaboration entre la RUI Hochelaga et l'arrondissement MHM qui ont su mettre à profit leur pleine collaboration dans le cadre de plusieurs projets qui nécessitaient une certaine proximité et surtout une synchronie pour ne pas doubler les actions.

Enfin, le renforcement de la légitimité des porte-paroles de la RUI Hochelaga est intimement lié à son engagement sur le long terme<sup>22</sup>, sa capacité à mobiliser un réseau d'acteurs, à capter des ressources et à livrer des projets qui rayonnent au sein de la communauté et plus largement. Autrement, le risque serait grand de voir la situation inverse prendre de l'ampleur rendant ainsi propices les alliances à l'extérieur de la concertation et l'émergence de contre-public (Fraser, 2001, 2011). D'ailleurs, comme le souligne Michel Roy (2016), la concertation regroupe dans l'espace social des acteurs qu'elle doit répartir dans un système de représentation qui vise à rendre possible une option citoyenne. Mais avant qu'il y ait concertation, se forment ce qu'il nomme les conciliabules. Ce sont ces derniers qui la créent, l'alimentent, voire l'extraient de l'espace social.

### **3. Les impacts (in)tangibles de la RUI Hochelaga**

Les témoins précieux de l'avancement de la démarche de RUI sont nombreux dans le cas de la RUI Hochelaga. Nicolas Bernier fait référence explicitement aux documents qui prennent la forme de comptes rendus des rencontres, de bilans d'activités, de plans stratégiques et de plans d'action annuels. Ce sont les traces qui consignent les échanges, les prises de décision et la mémoire « officielle » de la RUI Hochelaga, sachant que la mémoire officieuse est volatile et repose sur les personnes qui gravitent autour des activités de la RUI et en sont les témoins durant des périodes indéterminées.

S'ajoutent les observations des chercheur.e.s qui apportent un regard extérieur à la démarche pour mettre en lumière des actions peu documentées. À ce titre, on peut penser aux dynamiques de groupe, aux « affects » - et donc aux émotions - que soulève le travail de concertation, à l'(in)hospitalité des espaces de rencontre pour les personnes qui manifestent trop ouvertement leur mécontentement, par exemple, vis-à-vis certaines actions de la RUI Hochelaga. On pense aussi à la diplomatie qui règne dans ces espaces pour stimuler l'engagement des acteurs durant les rencontres et leurs (in)compétences communicationnelles (Boucher, 2018).

Comme nous l'avons souligné précédemment, une multitude d'aspects moins connus quant aux impacts de l'ouverture d'espaces de concertation doivent être mis en lumière pour mieux comprendre leur intérêt. Ces dimensions « intangibles » inhérentes à la collaboration, à la concerta-

---

<sup>22</sup> Notons que Nicolas Bernier a assuré la coordination de la RUI Hochelaga durant sept années consécutives.

tion et à la conjugaison des visions du monde et des intérêts qui ne sont pas toujours partagés entre les acteurs, méritent également d'être éclairées et valorisées pour comprendre toute la complexité des démarches de revitalisation<sup>23</sup>.

#### **4. La démocratie locale**

La structure RUI et son imbrication avec LTQHM à titre d'organisme pilotant la démarche rappellent l'importance d'être attentif à la démocratie locale, déjà présente au sein des différents comités de LTQHM qui réunissent les acteurs du quartier. La démocratie locale prend alors une autre forme intéressante avec l'arrivée de la démarche RUI et ses deux comités de concertation (le CoCo et le CLR). En effet, leur relation - l'un à titre de comité avisé (le CoCo) et l'autre à titre de comité décisionnel (le CLR) - permet des allers-retours dans la prise de décision au niveau des différents projets, mais aussi, et surtout, dans l'exercice de la prise de parole.

Si la démocratie locale s'est effritée à certains moments plus difficiles parce que certains acteurs ne sentaient pas qu'ils et elles avaient réellement voix au chapitre, il faut néanmoins faire le constat d'un désir commun de représenter l'ensemble des arguments et des points de vue à l'égard de la RUI Hochelaga. Comme nous l'avons souligné plus tôt, il s'agit tantôt de discussions vives sur les impacts parfois délétères de la revitalisation, de préoccupations grandissantes à l'égard des groupes vulnérables qui demeurent dans le secteur sud-ouest ou le fréquentent et qui ne sont pas directement visés par des actions de revitalisation, ou encore d'enjeux soulevés en matière de gouvernance au sein des deux comités de la RUI Hochelaga et dans la façon dont se prennent les décisions.

Dans tous les cas de figure, ces différents points de tension apparaissent moins comme des freins à la démarche que des opportunités et des leviers pour stimuler les échanges, les réflexions et les actions afin de toujours renforcer la démocratie au sein de la RUI Hochelaga. C'est d'ailleurs par différents procédés démocratiques que la RUI Hochelaga parvient à élargir ses publics et à faire une place toujours plus grande aux acteurs (et aux personnes) qui souhaitent se joindre à la démarche. Elle l'a fait tantôt en amendant son cadre de gouvernance, tantôt en consacrant des exercices participatifs entièrement destinés aux enjeux sociaux du quartier et à la prise de parole des acteurs qui en détiennent l'expertise.

En somme, on doit souligner qu'une telle structure, appuyée par l'engagement et la mobilisation des partenaires du quartier, contribue véritablement à renforcer la démocratie locale et à en faire un objet de préoccupation de la part des acteurs qui la (re)problématisent continuellement en ne la prenant pas pour acquise, ni en la traitant comme telle.

---

<sup>23</sup> Dans deux articles récents (Boucher, 2021, 2022), je souhaitais montrer toute l'étendue des aspects intangibles de la RUI Hochelaga en matière de prise de conscience, d'éducation populaire et de tensions fécondes, qui ont été abordées précédemment dans le présent bilan. Il est possible de les consulter pour obtenir plus de détails.

## **5. L'inclusion urbaine et la revitalisation**

En ce sens, l'inclusion urbaine et la revitalisation sont des corollaires de l'exercice de la démocratie locale puisqu'elles en sont le reflet. Si les projets de la RUI Hochelaga se tournent, pour certains, vers des actions visant précisément les groupes les plus fragiles du quartier, c'est bien parce que des partenaires de la démarche ont rappelé haut et fort la mission de la RUI qui est de transformer le paysage urbain dans le but de répondre aux besoins des personnes en situation de précarité, d'isolement social, dans un environnement pauvre en équipement collectif, loin des services de proximité, délabré, etc.

En y regardant de près, avec des projets tels que la Brigade verte, H-M pour tous, Hochelaga à ciel ouvert, l'animation du Square Dézéry, les Assises sur la gentrification, la RUI Hochelaga (mais aussi LTQHM) offre une réponse concrète à des préoccupations adressées par des acteurs qui se montrent très critiques par rapport à la démarche et qui, par leurs prises de parole musclées, auraient très bien pu être marginalisés tout au long de la démarche en raison de leurs comportements et leurs prises de parole qui ne respectent pas les règles de respect mutuel, exacerbent les tensions, ou entrent dans des dynamiques de confrontation avec d'autres acteurs.

Ces tensions fécondes, comme elles sont abordées précédemment, sont une illustration à la fois de la possibilité de réunir des acteurs qui ne partagent pas les mêmes intérêts ni les mêmes visions du monde, mais aussi d'entendre les préoccupations d'acteurs qui se font les critiques, parfois fulgurantes, de la démarche et d'inscrire durablement celles-ci à l'agenda de la RUI Hochelaga. Elles sont, autrement dit, une illustration d'un renforcement de la démocratie locale qui stimule l'inclusion urbaine par des actions de revitalisation et des projets qui y concourent.

### **Pistes de réflexion**

S'il revient sur les apprentissages des trois premières années d'existence de la RUI Hochelaga, Nicolas Bernier imagine également les contours des défis et des perspectives qui l'attendent. À ce point de l'exercice, c'est-à-dire lors de la publication des perspectives d'avenir en 2016, le coordonnateur de la RUI Hochelaga affiche un enthousiasme envers la vigueur de la concertation devant les défis urbains auxquels fait face le sud-ouest du quartier Hochelaga. Or, c'est plutôt devant les enjeux de pouvoir et les transformations de l'environnement politique qu'il est difficile de poser un diagnostic clair. En effet, l'échelle locale (la concertation autour de la RUI Hochelaga par exemple) est constamment affectée par l'environnement politique au niveau de l'arrondissement MHM et plus largement au niveau des prises de décision à la ville centre, sans oublier les paliers provincial et fédéral.

Ainsi, comme le nomme Nicolas Bernier, les fluctuations de l'environnement politique sont parfois difficiles à prévoir et l'échelle locale n'a que peu d'influence sur celles-ci. Aussi, dans d'autres cas de figure, « l'environnement politique amène des changements majeurs au sein de certaines institutions ou organismes locaux, ce qui peut engendrer une instabilité dans la partici-

pation et la mobilisation des acteurs gravitant autour de la RUI [Hochelaga] » (Bernier, 2016 : 142).

Il superpose un autre défi connexe qui concerne l'équilibre entre les réussites à court terme et les résultats à long terme. En effet, il semble y avoir une sorte d'injonction aux réussites à court terme pour maintenir une crédibilité aux yeux des partenaires de la communauté, tout en maintenant un œil sur les perspectives d'avenir et les opportunités pour développer de nouveaux projets. Ce que Nicolas Bernier nomme, c'est tout l'enjeu de poursuivre des objectifs structurants sur le long terme tout en conservant une gestion des priorités et des ressources « de façon à préserver cet équilibre entre la mobilisation à court terme et le maintien d'un processus à long terme » (Bernier, 2016 : 142).

Or, le problème se pose entre l'annonce et le passage du programme RUI des dernières années et l'arrivée et la mise en place graduelle du nouveau programme QIR<sup>24</sup> de la Ville de Montréal. Pour faire écho aux propos de Bernier, il est essentiel d'assurer une pérennité des actions qui ont été mobilisées sur le territoire du quartier Hochelaga durant la période active de la RUI Hochelaga, mais comment y parvenir dans un contexte de réforme du programme RUI et en l'absence de nouvelles balises permettant de qualifier le territoire du quartier Hochelaga ?

Comme on peut le constater en consultant l'indice d'équité des milieux de vie disponible en ligne<sup>25</sup> et le secteur de l'actuelle démarche de la RUI Hochelaga, le secteur n'apparaît pas comme une priorité en regard des indicateurs de défavorisation (Figure 20), bien qu'il demeure une cible importante pour d'éventuels financements QIR à octroyer. En effet, la Ville de Montréal mentionne que le nouvel indice qui remplace celui utilisé pour cibler les territoires de revitalisation prioritaires cherche davantage à mettre l'accent sur l'équité au sein des milieux de vie. Ce nouvel indice sert à localiser les milieux de vie qui cumulent des vulnérabilités urbaines pour les prioriser et pour faire converger les investissements municipaux. Ces milieux de vie doivent donc cumuler les vulnérabilités sociales, économiques, environnementales, d'accès aux ressources de proximité, d'accès aux ressources de culture, sport et loisir et la sécurité urbaine (Ville de Montréal, 2023), ce qui n'est pas le cas actuellement avec le secteur sud-ouest du quartier Hochelaga<sup>26</sup>.

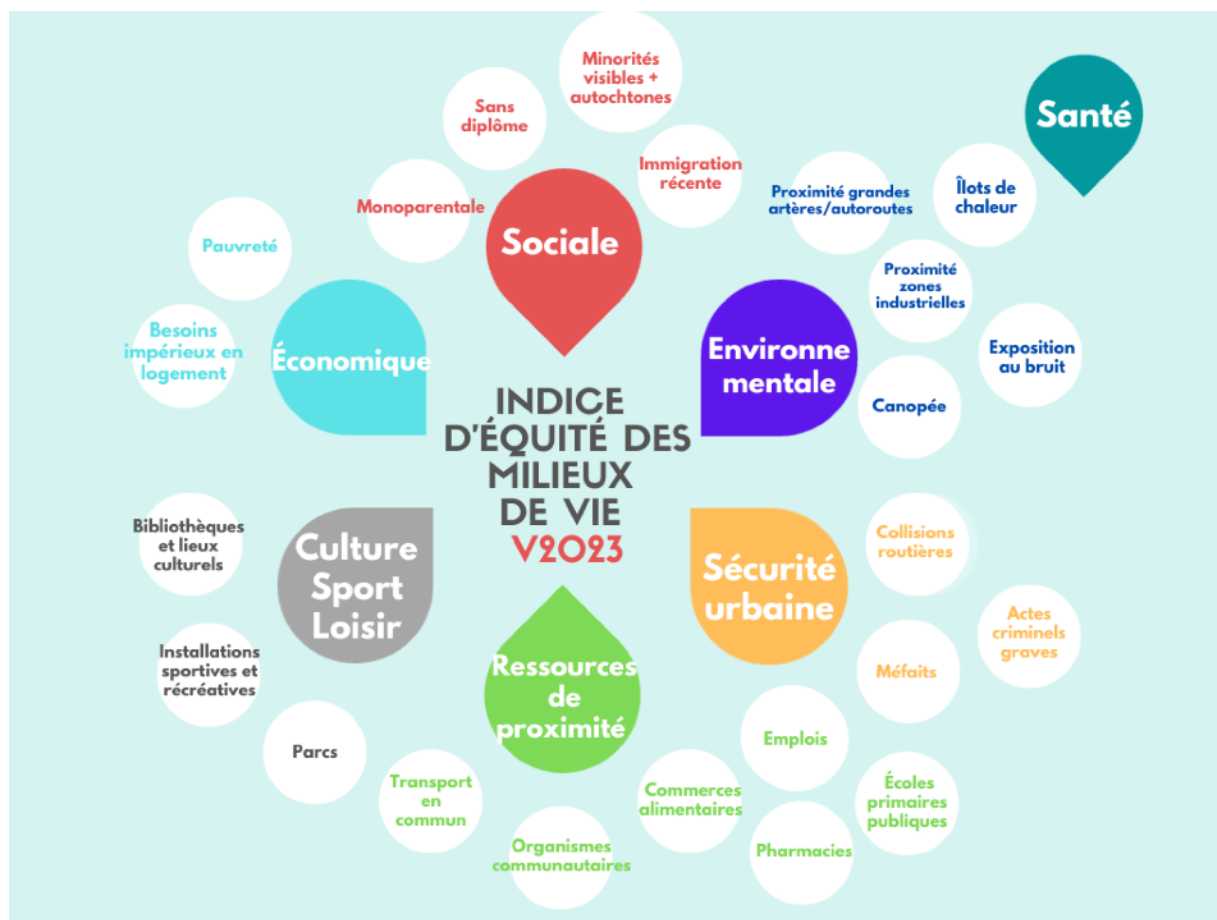
---

<sup>24</sup> Son lancement a d'ailleurs été confirmé. Pour consulter le communiqué de presse du 6 octobre 2023 : <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/montreal-devoile-sa-nouvelle-approche-pour-reduire-les-iniquites-entre-ses-quartiers-835056028.html>

<sup>25</sup> Pour consulter l'indice d'équité des milieux de vie 2023 : <https://services.montreal.ca/indice-equite-milieux-vie/#13.9/45.54637/-73.53746>

<sup>26</sup> Comme on peut le constater sur la carte en visitant le site de la Ville de Montréal, le secteur sud-ouest n'est pas considéré comme un secteur prioritaire puisqu'il ne présente pas au moins quatre des seuils de vulnérabilité parmi les six indices d'équité des milieux de vie.

**Figure 20 - Indice d'équité des milieux de vie 2023 - Ville de Montréal**



**Fig 20 : Indice d'équité des milieux de vie 2023**

Réalisée par Ville de Montréal

Les enjeux du secteur sud-ouest du quartier Hochelaga ne sont pas résolus, ils se sont plutôt transformés et complexifiés durant les dernières années. Il apparaît crucial de poursuivre l'action et la mobilisation. Bien que la RUI Hochelaga ait apporté des transformations significatives dans le secteur, il n'en demeure pas moins qu'une démarche de revitalisation par l'entremise du nouveau programme QIR profiterait d'une mise à jour de ses grands axes d'intervention et de ses actions prioritaires. Pensons notamment aux enjeux toujours renouvelés de participation et de mobilisation citoyennes, aux défis que pose la gentrification du quartier Hochelaga, la crise du logement qui sévit un peu partout au Québec, le problème de l'« inabordabilité » des logements disponibles avec la hausse fulgurante des prix. Pensons aussi aux enjeux de la cohabitation sociale et urbaine entre les groupes sociaux, aux nouveaux visages de la pauvreté, etc.

Nous proposons en ce sens quelques pistes de réflexion pour répondre aux besoins du quartier et trouver des solutions concertés aux enjeux que connaît déjà le secteur sud-ouest. Ces pistes de réflexion se déclinent en treize points.

1. Devant tous ces enjeux, on ne peut fermer les yeux sur l'importance d'une continuité des actions et d'un soutien accru et renouvelé par des financements conséquents, prévisibles et récurrents pour que se déploient des actions structurantes sur le territoire. Si elle souhaite produire un effet de levier important, la Ville de Montréal doit impérativement pérenniser le modèle de financement intégré qu'elle accorde aux démarches de revitalisation. C'est ainsi en offrant des financements intégrés et réunissant différentes enveloppes budgétaires plutôt qu'en les multipliant que la Ville de Montréal permet sensiblement de faciliter la reddition de compte.
2. Il apparaît primordial que la Ville de Montréal assure une plus grande flexibilité au niveau de l'approche territoriale. Les limites des zones d'intervention RUI peuvent freiner la participation citoyenne des personnes « hors zone » et complique grandement la portée des projets urbains, sachant que les besoins ne sont pas contenus dans sur un lot situé précisément entre quatre rues;
3. S'il est attendu que la transformation des milieux de vie soit cohérente avec les besoins et les réalités propres aux citoyen.ne.s et aux résident.e.s, il faut respecter l'autonomie qui leur est propre et éviter d'intervenir de manière directive. Pour ce faire, il faut assurer une réelle actions ascendante - « *bottom-up* ». En ce sens, une telle autonomie nécessite de revoir la gouvernance partagée entre l'échelle locale et l'échelle municipale - et celle des arrondissements - afin d'établir en amont un agenda et un « alignement » des actions pour maximiser l'effet de levier de l'action locale.
4. Il faut reconnaître d'emblée les différences de temporalité entre l'échelle locale et l'échelle municipale, les priorités et les besoins différenciés et donc demeurer flexible pour soutenir les milieux et leurs actions. Il ne faut pas perdre de vue non plus que parfois, une certaine impuissance peut émaner devant des situations et des enjeux complexes. Ce faisant, il est important de demeurer ouvert à un tel sentiment. Il faut par ailleurs se donner le droit d'apporter des ajustements en cours de route si de nouveaux besoins émergent ou si des réflexions/idées ressortent durant des processus. Dans ce contexte, il ne faut pas perdre de vue les rapports de pouvoir, en faire l'état et les expliciter en amont et tout au long des processus.
5. En ce sens, il apparaît pertinent de mettre en place une communauté de pratiques (des coordinations de démarches QIR), en finançant une ressource externe en animation tout en lui laissant une grande place pour son « auto-détermination » afin que les expériences locales puissent être partagées, que des réflexions en émergent dans le but de s'autoriser des ajustements s'ils sont nécessaires pour répondre aux besoins qui émergent.
6. Il faut rendre la structure plus souple et conviviale afin de faciliter l'inclusion des personnes qui souhaitent participer, nommément les citoyen.ne.s du quartier qui ne maîtrisent pas nécessairement les rouages de la mobilisation et de la concertation, ni les « règles du jeu ». Cela peut se faire par différents procédés, en renforçant par exemple la démocratie locale de

manière constante comme l'a fait notamment la RUI Hochelaga, ou encore en oeuvrant à accroître la créativité au niveau de la communication pour rejoindre un maximum de personnes.

7. Plus globalement, il faut garder en tête que les exercices de revitalisation visent à stimuler l'inclusion urbaine et que cela s'accompagne d'une vision d'accessibilité universelle (A.U.). De nombreux projets s'inscrivent à l'heure actuelle dans une perspective d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+)<sup>27</sup>, mais il semble davantage porteur d'élargir le spectre de l'accessibilité. Si des personnes comme Laurence Parent (2017) ont montré combien le retard est important dans le monde francophone au Québec en matière d'accessibilité, mais aussi au niveau du vocabulaire pour désigner les enjeux de l'inaccessibilité, il importe par ailleurs de s'attarder sur les formes que prend l'inaccessibilité des espaces de concertation de quartier. En effet, les projets urbains et la revitalisation des équipements collectifs doivent être planifiés en regard de l'A.U. et de l'ADS+ en reconnaissant et en misant sur le capacitisme; leur réflexion en amont qui se fait notamment à travers des exercices participatifs, doit, quant à elle, viser l'inclusion et l'hospitalité et à reconnaître les formes de discrimination dont sont victimes les personnes qui s'y présentent. C'est souvent sur la base d'une « incompétence » interactionnelle (Berger et Charles, 2014) qui peut se traduire de différentes façons qu'elles sont identifiées lorsqu'elles souhaitent participer : elles ne s'expriment pas avec aisance dans ces espaces, montrent trop ouvertement leurs émotions, perturbent l'ordre établi ou ne maîtrisent tout simplement pas les codes et les structures (in)formelles attendues. Elles deviennent alors rapidement des *persona non grata*<sup>28</sup>, pour reprendre les termes de Mathieu Berger et Julien Charles.
8. Plus formellement, on doit alors s'attendre à ce que des démarches de revitalisation prennent appui sur les principes à la fois du capacitisme en suivant de près l'A.U. et l'ADS+, tout en mettant en place, par exemple, une charte de la participation inclusive visant à élargir le spectre de la participation, ses différents styles et les formes qu'elle peut prendre en admettant que les personnes ne sont pas toutes égales et représentées équitablement au sein des espaces de concertation de quartier. À l'heure où l'on constate de plus en plus de formes d'inaccessibilité en milieu urbain (Paré et Mounier, 2021), l'A.U. devient un sujet prioritaire à inscrire durablement à l'agenda des pratiques en matière de revitalisation des quartiers. S'il apparaît nécessaire de concevoir des aménagements accessibles à toutes et à tous du point de vue du mobilier et des accès, il faut aussi penser aux formes de barrières auxquelles font face les différents groupes sociaux. C'est plus précisément dans la façon dont les espaces urbains

---

<sup>27</sup> Le « + » vise à prendre en compte d'autres facteurs de discriminations qui sont vécues, notamment sur les plans ethniques, de l'âge, de l'orientation sexuelle, du handicap, de la classe sociale, de l'identité de genre, etc. On peut rattacher notamment ces principes à l'analyse intersectionnelle dont le concept d'« intersectionnalité » permet de montrer comment les formes de discriminations sont vécues par une personne, mais aussi comment celles-ci peuvent se renforcer mutuellement. Pour plus d'information, on peut consulter le site de l'Observatoire international des maires pour le Vivre ensemble : <https://observatoirevivreensemble.org/ads-comme-outil-pour-la-securite-des-femmes>

<sup>28</sup> Terme signifiant qu'« une personne n'est pas bienvenue ».

et publics sont ponctués de barrières qu'il faut les considérer à certains égards comme inhospitaliers pour les personnes qui ne peuvent les fréquenter.

9. Il importe de maintenir et de renforcer le leadership au sein des concertations de quartier afin de promouvoir leur légitimité en tant que catalyseur des besoins, des préoccupations et des réflexions de la part des communautés qu'elles représentent. Ce faisant, le donneur de mandat affirme sa confiance dans la concertation et s'engage à l'appuyer tout au long de la démarche, admettant ainsi qu'il s'appropriera les résultats et fera rayonner ses contributions. Dans ce contexte, le soutien financier est incontournable pour qu'elles puissent développer des projets, se déployer dans l'espace public (incluant sur le web) et développer leurs actions en termes de mobilisation, de concertation et de réseautage.
10. Cette volonté est indissociable de l'importance d'assurer une communication constante et une transparence vis-à-vis les partenaires et les membres de la communauté, y compris les citoyens. Renforcer le leadership c'est assurer une légitimité au sein de la communauté et en jouir par la capacité d'être en contact avec elle et de lui transmettre l'ensemble des informations susceptibles de la rendre toujours plus compétente pour participer.
11. Autrement dit, une communauté de partenaires qui possède et maîtrise l'ensemble des informations est en mesure de prendre des décisions éclairées, d'échanger sur les différentes composantes des projets et de suivre l'évolution des processus tant sur les plans démocratiques que programmatiques. Nous pouvons aisément traduire concrètement cette réflexion par l'impératif de stimuler et renforcer l'éducation populaire tout en élargissant la compréhension des enjeux propres au milieu et au quartier, en assurant une visibilité et une valorisation de l'histoire du quartier et de l'historique des actions qui y ont été déployées dans les dernières décennies.
12. Une communauté qui agit sur les besoins dans une perspective de réduction des enjeux et des problématiques vécues est une communauté qui est également capable de tenir des discussions difficiles, parfois sur des objets et des sujets controversés, qui travaille à éliminer les tabous parfois présents en son sein<sup>29</sup> et qui se dote de mécanismes pour apprécier les tensions, les critiques et les confrontations. Et puisque ce ne sont pas toutes les personnes qui ont la même opinion, il est possible que des tensions émanent des échanges lors des rencontres. En ce sens, il faut valoriser ces tensions puisqu'elles sont fécondes et peuvent stimuler des réflexions plus profondes, revoir des prises de décisions, dépasser des tabous et explorer des sujets difficiles. Il est donc nécessaire de soutenir et d'encourager l'expression des personnes qui se joignent à la concertation, de sensibiliser les partenaires à la divergence des opinions et à renforcer les espaces de concertation qui se veulent inclusifs et accessibles à toutes et à tous. Il s'avère par ailleurs incontournable de prendre le temps nécessaire à la dis-

---

<sup>29</sup> Parmi les tabous, on peut notamment penser à la gentrification, la spéculation immobilière, les pratiques sexuelles et de consommation « déviantes » des groupes marginalisés, les intérêts des groupes socio-économiques mieux nantis, les projets controversés d'aménagement, la violence et les actes de vandalisme, les formes de racisme et de discrimination à l'endroit de groupes issus de « minorités » ethnoculturelles, religieuses, sexuelles, etc.

cussion et éviter de passer rapidement sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. D'ailleurs, les ordres du jour pourraient être plus courts et/ou revus en cours de rencontre afin de discuter plus longuement de certains points importants.

- 13.** Enfin, il nous apparaît primordial de mettre en place des structures et des mécanismes d'accompagnement par des équipes de recherche. Ceci permettrait de documenter les processus et d'en produire une rétroaction critique afin de soutenir les démarches et les processus (Gagnon, Boucher, Parent et Smits, 2023). Bien que ces processus d'accompagnement constitue un enjeu - et parfois un désagrément et une charge supplémentaire lorsqu'il s'agit d'évaluation formelle - il apparaît pertinent de ne pas réduire, voire ignorer, l'intérêt qu'ils présentent, que ce soit sous la forme d'une évaluation, d'un accompagnement, ou d'un processus participatif et critique.

## Conclusion

De manière plus large, l'approche RUI a montré un potentiel intéressant pour amorcer des transformations urbaines à l'échelle des milieux de vie en s'appuyant sur la participation de la population et en amorçant un réel désir de rompre avec les approches sectorielles et l'effet de « silo » qu'elles tendent à produire. L'approche RUI vise ainsi à rapprocher l'intervention urbaine des réalités du terrain et de ses acteurs.

La RUI Hochelaga et ses partenaires ont montré comment il est possible d'innover et de faire des expériences qui se veulent créatives pour amorcer des transformations urbaines et sociales, tout en sensibilisant les acteurs les plus éloignés de démarches comme celle-ci. C'est en prenant pour objets d'intervention les milieux de vie, parfois des tronçons de rue ou des anciennes traverses ferroviaires pour en faire des parcs linéaires, en investissant des locaux commerciaux en créant des partenariats avec des commerçants locaux pour diffuser ses réalisations, en animant des parcs délaissés par la population du quartier ou encore en développant des activités visant à stimuler le vivre-ensemble et la cohabitation entre les groupes sociaux, que la RUI Hochelaga a montré durant les dix dernières années combien il est possible de repenser la revitalisation en n'investissant pas uniquement le cadre bâti, l'aménagement et le mobilier urbain.

Ce bilan des dix années d'activité de la RUI Hochelaga permet de mettre en valeur ses actions sur le territoire du secteur sud-ouest du quartier Hochelaga. Il se veut exhaustif en présentant à la fois les projets phares de la RUI Hochelaga tout en portant une attention aux dynamiques de la concertation intersectorielle et multi-réseaux qui en a soutenu ses actions. Le cas de la RUI Hochelaga a une valeur pédagogique en ce sens qu'il a montré avec forces et détails combien la complexité des enjeux urbains nécessitent une action et une planification tout aussi complexes.

Or, il faut concevoir l'expérience de la RUI Hochelaga comme un projet stimulant pour transformer le paysage urbain *par* et *pour* les acteurs de la communauté du quartier et prometteur au niveau du déploiement de son réseau d'acteurs. On constate, tant du côté des projets réalisés que de l'engouement et de la mobilisation, que la RUI Hochelaga s'est déployée au fil des années en maintenant une approche participative et collaborative, en ne perdant jamais de vue les orientations prioritaires qui se sont dégagées du Forum de développement social local de 2010, à savoir la citoyenneté et la concertation.

La RUI Hochelaga parvient en effet à traduire ces deux orientations en projets destinés à la communauté, dans un esprit de concertation et de collaboration avec l'ensemble de ses partenaires, tout en misant sur la citoyenneté active et en mobilisant à chaque occasion la population du quartier. Ce faisant, la RUI Hochelaga contribue à maintenir actives les volontés qui ont été dessinées bien avant son apparition et à les actualiser sous la forme de projets structurants, mais aussi d'une action politique et mobilisatrice pour le quartier.

Si ce bilan se veut une rétrospective sur les années d'activité de la RUI Hochelaga, il se veut également contributif pour réfléchir aux prochains chapitres de la revitalisation du quartier Hochelaga.

ga. Il nous faut, en ce sens, déployer dès maintenant des pistes de réflexion et des orientations afin d'actualiser la revitalisation pour qu'elle s'inscrive dans l'héritage de la RUI Hochelaga, c'est-à-dire une démarche capable de travailler tant au niveau de la transformation du paysage urbain que dans le développement social local et le renforcement de la capacité d'action des collectivités.

## Références complètes

- Auteur inconnu. (2016, août). Plus de 500 000\$ pour réaménager le parc Dézéry-Lafontaine. *Métro*. Repéré à : <https://journalmetro.com/local/mercier-hochelaga-maisonneuve/1012311/plus-de-500-000-pour-reamenager-le-parc-dezery-lafontaine/>
- Beauregard, Robert, A. (1998). Writing the Planner, *Journal of Planning, Education and Research*, vol. 18 : 93-101.
- Bellemare, Marie-France, Cossette, Philippe et Proulx-Cormier, Christelle. (2016). Étude sur la situation actuelle et future de la rue Sainte-Catherine Est dans Hochelaga. Rapport réalisé conjointement par La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve et Rayside-Labossière architectes. Rapport présenté au Comité local de revitalisation, aux résident.e.s, propriétaires et commerçant.e.s du secteur sud-est d’Hochelaga, ainsi qu’à l’arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. 39 p.
- Berger, Mathieu et Julien Charles (2014). Persona non grata. Au seuil de la participation, *Participations*, 2(9), 5-36.
- Bernier, Nicolas. (2016). Regard sur la démarche de revitalisation urbaine intégrée d’Hochelaga. Dans Sénécal, Gilles *Revitalisation urbaine et concertation de quartier* (127-143). Montréal : INRS-UCS.
- Berthiaume, Claudia. (2014, avril). Nouvelle victime dans un coin dangereux pour les prostituées. *Journal de Montréal*. Repéré à : <https://www.journaldemontreal.com/2014/04/22/nouvelle-victime-dans-un-coin-dangereux-pour-les-prostituees>
- Blondiaux, Loïc et Sintomer, Yves. (2009). L’impératif délibératif, *Rue Descartes*, 1(63) : 28-38.
- Boucher, Maxime. (2015). Appropriation de l’espace public : les défis de la cohabitation dans la zone RUI du quartier Hochelaga (Été 2014), Montréal, INRS-UCS, rapport remis à LT-QHM.
- Boucher, Maxime. (2018). Les épreuves performatives de la concertation de quartier. Dans Courcy, Isabelle et Farinas, Luc. *Tisser des liens. Perspectives interdisciplinaires sur le travail relationnel. Acte du 86e Congrès de l’ACFAS*. [En ligne] : [https://www.researchgate.net/publication/332230642\\_Les\\_epreuves\\_performatives\\_de\\_la\\_concertation\\_de\\_quartier\\_p\\_64-68](https://www.researchgate.net/publication/332230642_Les_epreuves_performatives_de_la_concertation_de_quartier_p_64-68)
- Boucher, Maxime. (2021). Faire place à l’indignation. Réduire les inégalités communicationnelles dans un processus de planification urbaine montréalais (64-68). Godrie B, Dos Santos M, Lemaire S. *Injustices épistémiques. Comment les définir, comment les réduire? Éditions Science et Bien Commun*. [En ligne] : <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/lucidites-subversives/chapter/faire-place-a-lindignation-reduire-les-inegalites-communicationnelles-dans-un-processus-de-planification-urbaine-montrealais/>
- Boucher, Maxime. (2021). Les épreuves performatives de la concertation de quartier. Le cas de la revitalisation urbaine intégrée du quartier Hochelaga. Thèse de doctorat [En ligne] : <http://espace.inrs.ca/id/eprint/11792/>
- Boucher, Maxime. (2022). Participer sans se crisper. *Cahiers de recherche sociologique*, (68), 127–144. <https://doi.org/10.7202/1086360ar>

- Carrel, Marion. (2006). Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire, *Politix*, 75(3) : 33-51.
- CDLCHM. (S-d). Développement des communautés locales. Portait de concertations de quartier à Montréal. Repéré à : <https://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs57341>
- CDLCHM. (2009a). Portrait de l'environnement physique du quartier Hochelaga-Maison neuve. Repéré à <http://www.cdlchm.qc.ca/documents/statistiques/portraitEnvPhys2009.pdf>.
- CDLCHM. (2009b). Portrait de l'environnement social du quartier Hochelaga-Maison neuve. Repéré à <http://www.cdlchm.qc.ca/documents/statistiques/portraitSocial2009.pdf>.
- CDLCHM. (2009c). Portrait de la vie culturelle du quartier Hochelaga-Maison neuve. Repéré à <http://www.cdlchm.qc.ca/documents/statistiques/portraitSocial2009.pdf>.
- CDLCHM. (2009d). Portrait socio-démographique du quartier d'Hochelaga-Maison neuve. Repéré à <http://www.cdlchm.qc.ca/documents/statistiques/portraitSocioDemo2009.pdf>.
- CHLAG. (s.-d.). Hochelaga-Maison neuve, un quartier en pleine transformation. Repéré à : <https://chlag.info/>
- CREXE-ENAP. (2010, juillet). Études sur l'évaluation des processus de développement de connaissances sur la revitalisation urbaine intégrée dans cinq territoires de la ville de Montréal, Montréal : ENAP, repéré à <http://collectifquartier.org/wp-content/uploads/2013/11/AP-PROCHE-RUI-rapport-synthèse-ENAPI.pdf>
- Divay, Gérard, Hamel, Pierre J., Rose, Damaris, Séguin, Anne-Marie, Sénécal, Gilles et Bernard, Paul. (2006). Projet pilote de démarche de revitalisation urbaine intégrée. Démarche d'évaluation. Rapport de recherche publié au centre UCS-INRS. Repéré à <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs1983522>
- Fainstein, Susan. (2010). *The Just City*, Ithaca and London : Cornell University Press.
- Ferrarese, Estelle. (2015, janvier). Portrait : Nancy Fraser ou la théorie du « prendre part ». *La vie des idées* [En ligne] : <https://laviedesidees.fr/Nancy-Fraser-ou-la-theorie-du-prendre-part.html>
- Fraser, Nancy. (2001[1992]). Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement, *Hermès, La Revue*, 3(31) : 125-156.
- Fraser, Nancy. (2011). *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Paris : La Découverte.
- Gagnon, Frédéric, Boucher, Maxime, Parent André-Anne et Smits, Pernelle. (2023). Regarde sur les défis de l'évaluation dans les processus de co-construction d'une politique de développement social territorial. *Écrire le social* 1(5) : 58-71. Repéré à : <https://www.cairn.info/revue-ecrire-le-social-la-revue-de-l-aifris-2023-1-page-58.htm>
- Galarneau, Marilène, Bilodeau, Angèle, Boucher, Maxime, Lefebvre, Chantal. et Potvin, Louise. (2017). La production des effets de l'action intersectorielle locale sur les milieux de vie. Le cas de la Table de quartier Hochelaga- Maison neuve à Montréal. Rapport de recherche du Centre Léa-Roback, 69 p.
- Gauthier, Audrey. (2013, septembre). Fermeture de la rue Préfontaine. *Métro*. Repéré à : <https://journalmetro.com/local/mercier-hochelaga-maison-neuve/621216/fermeture-de-la-rue-préfontaine/#:~:text=Cette%20d%C3%A9cision%20fait%20suite%20%C3%A0,indiqu%C3%A9%20dans%20le%20sommaire%20d%C3%A9cisionnel>

- Ghaffari, Leila. (2020). Pour une gentrification socialement acceptable. Le cas d'Hochelaga-Maisonneuve à Montréal et Madeleine-Champs-de-Mars à Nantes. [Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal et Université de Tours], 335 p.
- Hamel, Pierre. (2014). Leçons de démocratie urbaine, *Questions de communication*, No25 : 61-79.
- Innes, Judith, E. (2004). Consensus Building: Clarifications for the Critics, *Planning Theory*, 3(1) : 5-20.
- Lartigue, Benoit. (2021). La gentrification liminale et ses ambiguïtés : Ethnographie d'un café coopératif à Montréal. [Thèse de doctorat, INRS-UCS], 451 p.
- Lavoie, Laurent. (2020, mars). La fin pour le programme de revitalisation urbaine intégrée à Montréal. *Journal Métro*. Repéré à : <https://journalmetro.com/local/saint-laurent/2425049/la-fin-pour-le-programme-de-revitalisation-urbaine-integree-a-montreal/>
- Ledain, Nicolas. (2018, mars). Hochelaga-Maisonneuve : cinq ans de bons coups pour la revitalisation du quartier. *Métro*. Repéré à : <https://journalmetro.com/actualites/montreal/1463895/cinq-ans-de-bons-coups-pour-la-revitalisation-du-quartier/>
- Lessard, Guillaume. (2016). Le bilan de la RUI vu de l'intérieur : Rencontre avec Jacques Savard. Dans Sénécal, Gilles (dir). *Revitalisation urbaine et concertation de quartier* (103-116).
- Lessard, Guillaume, Sénécal Gilles et Pierre J. Hamel. (2017). La gentrification des quartiers centraux et l'accès au logement : Un état de la question et pistes de solution. Montréal : INRS-UCS.
- Maltais, Alexandre. (2017a). Gentrification et commerce de détail : Recension des écrits et pistes de solution. Montréal : INRS-UCS.
- Maltais, Alexandre. (2017b). L'évolution du commerce dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Montréal : INRS-UCS.
- Marceau, Julie. (2017, mai). Une fumerie de crack reconvertie pour lutter contre l'itinérance dans Hochelaga. *Radio-Canada*. Repéré à : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1031697/fumerie-crack-house-reconvertie-logements-lutte-itinerance-hochelaga>
- Ménard, Réal et Roy, Michel. (2017, mai). État des lieux de la gentrification dans Hochelaga-Maisonneuve. *Le Devoir*. Repéré à : <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/498001/la-gentrification-dans-hochelaga-maisonneuve-etat-des-lieux>
- Pampalon, Robert et Raymond, Guy. (2003). Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être. *Santé, société et solidarité*, n°1 : 190-208.
- Paré, Jason. (2021, janvier). Hochelaga à ciel ouvert : des vidéos pour favoriser le vivre ensemble. *Journal Métro*. Repéré à : <https://journalmetro.com/local/mercier-hochelaga-maisonneuve/2601430/hochelaga-a-ciel-ouvert-vidéos-favoriser-vivre-ensemble/>
- Paré, Sylvie et Mounier, Sandrine. (2021). L'accessibilité différenciée à l'espace public : une analyse comparative de deux places publiques dans Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. *Recherche sociographiques*, LXII, no°3 : 597-617.
- Paré, Sylvie, Mounier, Sandrine et Farshadfar, Leila. (2023). Transformation morphologiques à Hochelaga-Maisonneuve : intervention publique et marché immobilier. *Canadian Planning and Policy/Aménagement et politique au Canada* : 1-22.

- Parent, Laurence. (2017). Ableism/disablism, on dit ça comment en français ? *Canadian Journal of Disability Studies*. 6(2) : 183-212.
- Rondeau, Carole. (2015). Enquête auprès des riverains du projet de lien vert de la zone RUI Hochelaga du quartier Hochelaga-Maisonneuve, Montréal, INRS-UCS, rapport remis à LQTHM.
- Roy, Michel. (2016). Du conciliabule à la concertation. Dans Sénécal, G. (dir), *Revitalisation urbaine et concertation de quartier* (pp. 57-72). Laval : PUL (Collection études urbaines).
- Séguin, Anne-Marie et Divay, Gérard. (2004). La lutte territorialisée contre la pauvreté : examen critique du modèle de revitalisation urbaine intégrée, *Lien social et Politiques*, no. 52 : 67-79.
- Sénécal, Gilles, Cloutier, Geneviève et Herjean, Patrick. (2008). Le quartier comme espace transactionnel, *Cahiers de Géographie du Québec*, 52(146) : 191-214.
- Sénécal, Gilles. (2016). Enclaves urbaines : retour sur une recherche en partenariat. Dans Sénécal, G. (dir.), *Revitalisation urbaine et concertation de quartier* (pp. 227-253). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Sénécal, Gilles et Pierre J. Hamel. (2017). *Vivre dans Hochelaga-Maisonneuve : Synthèse des groupes de discussion*. Montréal : INRS-UCS.
- Sénécal, Gilles et Nathalie Vachon. (2016). Dénombrement, localisation et évolution de la copropriété dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Montréal : INRS-UCS.
- Sterlin, Marie et Trussart, Antoine. (2022). *Gentriville. Comment des quartiers deviennent inabordables*. VLB éditeur. Montréal. 248 pages.
- Vachon, Nathalie, Pierre J. Hamel, Maltais, Alexandre et Sénécal, Gilles. (2017). Enquête auprès de la population d'Hochelaga-Maisonneuve. Montréal : INRS-UCS.
- Ville de Montréal. (2023). *Quartiers inclusifs et résilients 2030. Vers une intervention municipale en faveur de l'équité territoriale*. Montréal. 14 pages.
- Ville de Montréal. (2023). *Indice d'équité des milieux de vie 2023*. Repéré à : <https://services.montreal.ca/indice-equite-milieux-vie>

Ce bilan est réalisé grâce à la contribution de la Table de quartier LTQHM et de l'arrondissement Mercier Hochelaga-Maisonneuve.



<https://www.ltqhm.org/https://montreal.ca/mercier-hochelaga-maisonneuve>

